

# LA REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Directeur : Charles RAPPOPORT



## SOMMAIRE DU N<sup>o</sup> 13

<i>La théorie de la valeur, de Karl Marx.....</i>	Ch. Rappoport.
<i>La question paysanne en Italie.....</i>	Jacques Mesnil.
<i>La faillite des suffragettes .....</i>	Alix Guillaïn.
<i>La situation internationale et intérieure de la République soviétiste .....</i>	Lénine.
<i>Les problèmes économiques en Russie soviétiste</i>	Nuntius.
<i>Frédéric Engels et la Tactique communiste (Extraits des Lettres inédites).....</i>	Fr. Engels.
<i>Les Conséquences économiques de la guerre....</i>	Ch. R.
<i>La Vie Economique sous le Régime des Soviets. A travers la Presse soviétique.</i>	
<i>Mouvement International (Espagne, Etats- Unis).</i>	
<i>Revue des Livres .....</i>	Ch. R.

Rédaction et Administration :

17, rue Grange-Batelière, 17

PARIS (IX<sup>e</sup>)

Tel. : Bergère 46-89

La Revue Communiste autorise la traduction et la reproduction de ses articles.

R=61354 316  
©

# LA REVUE COMMUNISTE

Mensuelle

Directeur : Charles RAPPOPORT

17, Rue de la Grange-Batelière — Paris (IX<sup>e</sup>)

## TARIF DES ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois	Trois mois
France :	25 fr.	13 fr.	7 fr.
Etranger :	30	18	10

Le numéro 3 fr.

# L'AVANT-GARDE

OUVRIERE ET COMMUNISTE

Organe officiel de la Fédération Nationale  
des Jeunesses socialistes communistes

4 Pages

## ABONNEMENTS :

Bi-Mensuel

Un an .....	4 80
Six mois .....	2 50
Trois mois .....	1 30

## ADMINISTRATION :

37, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, PARIS (IV<sup>e</sup>)

# La Vie Ouvrière

Administration et Rédaction :

96, Quai Jemmapes. — PARIS (X<sup>e</sup>)

Téléphone : NORD 87-59.

## ABONNEMENTS :

FRANCE		EXTÉRIEUR	
Six mois....	5 francs	Un an....	10 francs
Six mois....	6 francs	Un an....	12 francs

# La Revue Communiste

DIRECTEUR : CH. RAPPOPORT

DEUXIÈME ANNÉE

TOME III

(Mars-Août 1921)

PARIS

17, rue Grange-Batelière, 17

# La Revue Communiste

## La théorie de la valeur de Karl Marx

Vous savez que le « Capital » est l'œuvre fondamentale de Karl Marx. Il a consacré toute sa vie, qui était un véritable martyr, au service de l'idée ; il n'aurait jamais pu mettre sur pied cette œuvre si son ami et camarade de lutte, F. Engels, remarquable aussi par son intelligence et son érudition, n'avait reconnu la supériorité de Marx et décidé de lui venir en aide ; consacra toute sa vie à un métier qu'il détestait, au métier du commerce, pour donner la possibilité à Marx de se donner entièrement à la lutte pour la cause prolétarienne et pour poser les bases, les fondements du socialisme scientifique et d'une nouvelle économie sociale, l'économie politique du travail, du prolétariat révolutionnaire.

Il y a beaucoup de difficulté à comprendre, surtout les premiers chapitres du « Capital », non parce que Marx écrivait en un style difficile ou employait des termes obscurs, mais à cause des difficultés du sujet et à cause de la méthode appliquée dans le « Capital ».

Quelle était cette méthode ? J'ai pu dire, en matière

(1) Conférence faite à l'Ecole Marxiste Communiste (49, rue de Bretagne, III<sup>e</sup>).

d'introduction, que cette méthode était à la fois une méthode de sciences exactes, et une méthode historique. Marx lui-même, comme Engels, la caractérise comme la méthode dialectique qui peut être considérée comme la conciliation entre la méthode descriptive qui examine les faits « tels qu'ils existent », et la méthode historique qui considère les faits non seulement sous leur forme constante, immobile, mais sous leur forme vivante.

Marx considère la vie économique, l'économie sociale, d'une part, comme une science naturelle dont les lois ne sont pas déterminées par nos désirs, nos fantaisies, nos volontés, nos intérêts, mais comme des faits qui ont un caractère de nécessité qui s'impose et qui ne sont pas seulement le produit de la volonté humaine ; mais, d'autre part, les lois économiques se distinguent des lois naturelles par leur caractère historique, vivant, toujours en transformation ; selon Marx, chaque forme sociale doit être considérée dans sa genèse, son développement et son passage à une forme de société supérieure. Voilà, en quelques mots, la méthode dialectique que Marx a employée pour étudier les phénomènes de la société capitaliste.

Il faut toujours distinguer entre la méthode de recherche et la méthode d'exposition. La méthode dont se sert Marx dans son exposé est la méthode de l'analyse, de l'abstraction. Il ne décrit pas seulement les faits particuliers ; il prend ce qui est général à tous les faits ; il fait abstraction du fait particulier pour trouver ce qui est commun à tous les faits. Il se sert souvent d'une terminologie philosophique, surtout de celle d'Hegel, non parce que cette méthode lui sert de clé pour ouvrir les secrets de la vie ; mais, après avoir fait une découverte par la méthode scientifique, après avoir indiqué exactement le phénomène en se basant sur l'observation, il cherche une analogie dans la réalité même, avec la méthode hégélienne, tout en écartant tout ce qui est mystique, métaphysique. Il a même mis un peu de coquetterie à employer les termes de Hegel parce qu'il considère que la bourgeoisie, après avoir découvert le côté révolution-

naire de Hegel, s'est détourné rapidement de sa philosophie, après lui avoir voué un véritable culte. Comme dit Marx, du moment qu'on traite Hegel de chien crevé, il est de toute nécessité de lui rendre justice.

Je passe maintenant au problème fondamental, non seulement du « Capital », mais de toute l'économie politique, au problème de la valeur. L'économie politique étudie la base de notre existence : la production. Pour vivre, il faut produire. Comme la lutte pour l'existence est la lutte fondamentale, le « primum vivere » (avant tout, vivre), il est évident que la production et les conditions de production doivent former la base même de l'économie politique ; mais ce qui distingue le « Capital » de Marx des traités classiques et vulgaires d'économie politique, c'est le fait suivant ; les économistes autres que Marx, bourgeois, classiques même, considèrent le phénomène de l'économie sous l'aspect général. Comme toute société a besoin de produire pour exister, toute œuvre écrite sur l'économie politique commence par l'analyse de nos besoins économiques, des biens économiques qui servent à satisfaire nos besoins. En étudiant ces phénomènes généraux, on n'arrive jamais à comprendre le caractère particulier de telle ou telle société, tandis que Marx entre dans le cœur même de la société capitaliste. Il n'étudie pas la société en général, les besoins humains en général, mais il prend une société déterminée dans l'espace et le temps, notre société capitaliste, et il cherche quelle est la structure de la société dans laquelle nous vivons. Il dit, en effet, que la richesse de la société capitaliste est une immense accumulation de marchandises. Il envisage non les biens économiques en général, mais les biens économiques dans leur forme déterminée, leur forme historique actuelle, la *marchandise*. Aucune analyse chimique, aucun microscope appliqué à un habit, à une table, à un livre, ne découvrira quelque chose qui soit marchandise. Quand vous examinez un objet déterminé, vous ne voyez que certaines propriétés qui font son utilité et qui le caractérisent, vous ne voyez pas

que ce même objet se transforme en quelque chose de particulier qui est devenu banal dans notre vie courante, mais qui perd son caractère banal quand on l'examine parce qu'une marchandise n'est pas seulement un objet utile, mais c'est le produit de certains rapports entre les hommes.

Marx distingue deux sortes de valeurs : la valeur d'usage et la valeur d'échange.

La première est l'objet tel qu'il a été placé dans la nature ou dans les formes que lui donne l'industrie humaine. Exemple : une table, un habit, une maison. La valeur d'usage est un objet de consommation.

La valeur d'échange ne se réalise pas dans la consommation, mais dans les rapports de l'objet en face des autres objets. Quand nous achetons ou que nous vendons un objet c'est parce qu'il nous est nécessaire. Nous réalisons dans cette vente ou dans cet achat une valeur, mais pas une valeur d'usage, une valeur d'échange.

La valeur d'usage se réalise dans la consommation, tandis que la valeur d'échange se réalise sur le marché.

Toutes les marchandises ont une double face, la face d'objet utile, de la valeur d'usage, et la valeur achetable ou vendable, valeur d'échange. Cette simple distinction faite par Marx semble banale et très connue, mais si cela avait été fait avant Marx, bien des discussions interminables auraient été évitées sur le rôle et la nature de la valeur. Exemple : si l'on fait cette distinction, on ne peut pas parler du rôle de la nature dans la valeur d'échange. La nature participe à l'objet en tant que valeur d'usage, ayant certaines propriétés utiles, mais pas en tant qu'objet qu'on achète ou qu'on vend.

Aristote, qui fut le fondateur des principales sciences, se posait la question de l'origine de la valeur. Il a été frappé par ce phénomène, que deux objets différents (« une maison et cinq lits ») soient en rapport d'égalité, quoique différents. Il dit que c'est une nécessité pratique qui fait que nous sommes obligés d'établir cette égalité. Nous

sommes obligés de considérer des objets comme égaux parce que nous sommes obligés de les échanger.

Marx ne se contente pas de cette raison. Il se demande quelle est la mesure commune entre des choses absolument différentes qui se trouvent égales, tout en étant différentes. On ne peut pas prendre comme mesure commune leur nature d'utilité parce que chaque objet a une valeur d'usage particulière. Une table se distingue d'un habit parce qu'elle a des propriétés qui lui sont particulières. Ces objets n'ont rien de commun si on les prend du point de vue de leur usage. Nous n'échangeons pas une table contre une table, un habit contre un habit. Nous échangeons des objets parce qu'ils sont différents. D'où vient cette égalité entre objets différents? Pour que deux choses soient égales, il faut une commune mesure ; on ne peut donc pas la chercher dans la nature des objets comme valeur d'usage. Comme valeur d'usage, ils sont différents. Alors Marx déclare que cette mesure commune ne peut être que le travail. Tous les objets ont ceci de commun qu'ils sont des produits du travail. Marx ne se contente pas de cette définition vague. Marx ajoute : « Le travail seul ne constitue pas la mesure commune ». Le travail du tailleur qui accomplit un travail spécial se distingue du travail du cordonnier qui est un autre travail. Le travail spécial ne peut être considéré comme une mesure commune. Il faut faire abstraction du caractère particulier de chaque travail pour déterminer la valeur des objets ; pour trouver la mesure commune, il faut prendre le travail tout court, le travail comme dépense des forces, du cerveau, des nerfs.

Mais ce n'est pas encore suffisant. Si vous considérez, dit Marx, que le travail détermine la valeur, il faudrait en conclure que, plus il y a de travail, d'efforts apportés à la confection d'un objet, et plus il y aura de valeur. Si, à l'époque du machinisme, vous vous amusez à tisser à la main, vous dépenserez pour produire cet objet plus de travail qu'en employant un outil perfectionné. Ce n'est donc pas le travail comme tel qui détermine la valeur.

Pour que le travail détermine la valeur, il faut prendre le travail humain *socialement nécessaire*, le travail dans des conditions techniques déjà réalisées, avec les perfectionnements acquis. Pour déterminer la commune mesure entre objets différents, et pour établir une égalité, il faut prendre le travail humain, la dépense des forces humaines, et il faut ajouter : dans des conditions données de la société capitaliste, socialement nécessaire avec le niveau de la technique déjà réalisé.

Après avoir établi la loi de la valeur, Marx constate qu'il ne s'ensuit pas que les objets s'échangent contre la véritable valeur. La valeur c'est la loi régulatrice. Une loi peut exister sans qu'elle se manifeste sous une forme pure. Même la loi de la gravitation de Newton ne se manifeste pas d'une façon absolue : la résistance de l'air la modifie. De même cette loi de la valeur ne se manifeste qu'à travers des complications, la loi de l'offre et de la demande, par exemple ; le même travail dépensé pour une récolte abondante ou pour un terrain plus fertile, donnera d'autres résultats que pour une récolte médiocre et un terrain stérile. Ces conditions compliquent la loi, mais ne l'éliminent pas ; c'est le principe fondamental qui dirige les phénomènes économiques.

En partant de cette analyse de la valeur, Marx établit d'abord la forme la plus élémentaire avant d'aller aux phénomènes plus compliqués comme l'échange contre l'argent, l'origine de l'argent et le rôle de l'argent. Il prend une forme plus élémentaire, il prend une marchandise quelconque : 10 m. de toile par exemple. Il établit l'égalité entre cette marchandise A et une autre marchandise B pour la production desquelles il a été dépensé la même quantité de travail, et la valeur devient ainsi une simple quantité qui se mesure par la quantité de temps, bien qu'il constate que, quand nous mettons face à face deux objets, nous les transformons en valeur d'échange ; quand nous disons 10 m. de toile ont la même valeur qu'un habit, les deux objets sont

maintenant considérés non comme des objets d'utilité, mais comme des quantités de travail cristallisé.

Pendant, dans cette égalité, dans cette formule élémentaire, un objet A égale en valeur un objet B, dans cette équation, les deux membres ne jouent pas le même rôle, dit Marx.

Les 10 m. de toile sont échangés contre un habit et jouent un rôle actif vis-à-vis de cet objet.

Lorsqu'on cherche leur valeur équivalente, une valeur qui leur est égale, l'habit joue le rôle d'équivalent : il joue un rôle passif.

Vous verrez que, de cette formule élémentaire, Marx tire des conclusions remarquables sur le rôle de l'argent et sur le rôle des marchandises. Ce qui caractérise l'économiste vulgaire, c'est qu'il ne se rend pas compte des caractères historiques du phénomène ; il considère que c'est dans la nature des objets eux-mêmes que se trouve la valeur ; au lieu de considérer les rapports sociaux, il croit que l'objet lui-même a une valeur, comme si l'or n'avait de valeur que par lui-même. Or, l'argent n'est devenu équivalent à 10 m. de toile que parce qu'il a été commis un acte d'ordre social, un acte d'échange des 10 m. de toile contre l'argent ; c'est parce qu'on a accompli cette action sociale d'échanger un objet contre un autre ou contre de l'argent que l'argent joue le rôle d'équivalent ; c'est parce que nous commettons cette action d'échanger des objets déterminés, que cet objet devient l'argent. Ce n'est pas la nature de l'objet qui porte en lui-même sa qualité argent, ce sont des rapports sociaux, des actes sociaux déterminés dans une société déterminée, la nôtre ; c'est à cause de cette action que les objets deviennent marchandise et qu'une certaine marchandise devient marchandise privilégiée et spéciale : argent, parce que tous les autres objets jouent, à côté de lui, un rôle déterminé.

Quant on lit le « Capital » pour la première fois, cela peut paraître subtil, oiseux, mais, quand on a la patience de suivre le développement jusqu'au bout, on voit que cette analyse était nécessaire pour découvrir comment certains

phénomènes économiques, comme la marchandise, se développent et deviennent des réalités dans notre société.

Prenons un exemple vivant : un homme couvert de galons peut être insignifiant, mais parce qu'il a beaucoup de galons ou parce qu'il a un titre de général ou de maréchal, il peut s'imaginer qu'il est né avec ce titre, que c'est sa qualité, que c'est dans sa nature même. En réalité, c'est parce que les autres hommes sont à ses genoux.

L'argent par lui-même n'est pas encore Capital. L'argent ne devient Capital que lorsqu'il apparaît sous une certaine forme et qu'il produit un profit. C'est parce que, dans la société, il se commet des actes déterminés, parce que les hommes ont des rapports déterminés entre eux, qu'un certain objet devient argent ou marchandise. C'est un phénomène social, historique.

Les économistes anglais comme Ricardo, Smith, font une analyse abstraite de la valeur, parce qu'ils font abstraction du sens même du phénomène, de son caractère social. Ils ne parlent jamais des phénomènes économiques par rapport au terrain historique qui leur a donné naissance, tandis que chez Marx, vous voyez sortir les phénomènes économiques, vous les voyez naître historiquement dans le milieu, vous établissez leur état civil, vous connaissez leur origine, leur genèse, leur caractère, vous savez qu'ils sont déterminés non par la nature des choses, mais par le milieu social et que ce n'est pas la nature qui produit la marchandise.

Dans les sociétés communistes primitives, il y avait le troc qui était un échange direct d'objets. Si vous aviez dit à ces hommes que tel objet produit était de la marchandise, ils n'auraient pas compris.

Il s'ensuit toute une série de phénomènes qui sont compliqués et qui font comprendre la société actuelle. C'est parce que l'objet a perdu sa physionomie primitive, celle de servir à nos besoins, parce qu'il a acquis une nature sociale déterminée qu'il provoque toute une série de phénomènes

comme l'exploitation de l'homme par l'homme, la lutte des classes, etc...

Si, dans une fabrique, chaque ouvrier travaille selon un certain système de division du travail, en accomplissant seulement une partie du travail ; si un ouvrier fait une opération, l'autre ouvrier une autre, et que les produits passent de main en main, cela ne veut pas dire que les ouvriers sont des marchands l'un vis-à-vis de l'autre ; le déplacement de l'objet pour constituer une marchandise nécessite l'achat ou la vente.

La valeur se réalise par le prix, mais le prix n'est pas la valeur. Le prix se détermine par la loi de l'offre et de la demande, par la rareté ou l'accaparement. Si l'accapareur raréfie artificiellement une certaine denrée, le prix monte, mais la valeur n'a pas monté. La valeur est constante du moment qu'il s'agit de la même quantité de travail incorporé à l'objet qui se mesure par le nombre d'heures employé. Ce n'est pas la valeur qui est changée par la raréfaction, ce sont les prix. Les prix oscillent autour de la valeur, au-dessus ou au-dessous. Les diamants ne sont jamais vendus à leur valeur. Les conditions du marché ont toujours agi d'une certaine façon pour que la valeur ne se réalise pas d'une façon précise.

Ainsi, toutes les objections contre la théorie de la valeur tombent, parce que Marx n'a jamais prétendu qu'un objet se change contre un autre, selon sa valeur ; dans la réalité, cette loi subit certaines modifications dont nous venons de parler.

Toutes les autres objections se basent sur la confusion qu'on fait entre la valeur d'usage et la valeur d'échange.

Pour qu'un objet puisse servir de valeur d'échange, il faut qu'il soit utile et il faut qu'il soit un produit du travail. L'eau, l'air ne sont pas des valeurs d'échange, tout en ayant une valeur d'usage.

Si les capitalistes avaient pu décrocher le soleil, ils auraient fondé un trust du soleil, ils auraient vendu ses rayons

à des cours variables ; dans ce cas, ils auraient transformé une valeur d'usage en valeur d'échange.

Toutes les choses utiles qui ne sont pas le produit du travail n'ont pas de valeur d'échange. Il y a une école autrichienne qui base la valeur sur l'utilité, et qui cherche à déterminer la valeur d'un objet suivant nos besoins.

Je me rappelle Kropotkine me disant, en 1896, au Congrès International de Londres : « Nous en avons fini, grâce à cette école, avec la conception de Marx ». Naturellement sa satisfaction n'avait rien de commun avec un intérêt quelconque de classe.

Marx considère la marchandise comme un fétiche, parce que nous avons pris l'habitude d'attribuer aux objets ce qui est propre à l'homme, ce qui résulte des rapports entre les hommes. Quand on croit que ce sont les marchandises qui, par une propriété spéciale à leurs corps de marchandises, s'échangent entre elles, on leur donne un caractère de fétiche, en ne comprenant pas que la marchandise en elle-même n'existe pas, que ce n'est pas l'objet par lui-même qui est « la marchandise », mais que c'est nous qui sommes des marchands, dans la société capitaliste.

C'est donc la Société qui transforme un objet donné en une marchandise, ainsi que la Société fait d'une simple mortel un maréchal. L'Histoire est comme Dieu : elle crée de nouvelles valeurs, elle transforme les chapeaux en marchandises et, parfois, les crétins en maréchaux.

Charles RAPPOPORT.

## La Question Paysanne en Italie

La question paysanne se pose de tout autre façon en Italie qu'en France. La classe paysanne dans son ensemble n'est nullement là-bas comme ici un élément de conservation de l'ordre capitaliste et du régime de la propriété individuelle, entretenu dans son ignorance et ses préjugés pour les fins personnelles de la réaction.

Les petits propriétaires ne forment qu'une minorité infime dans la classe paysanne italienne, constituée surtout par des journaliers et par des colons, métayers et autres, tous plus ou moins ouvertement exploités par les propriétaires terriens et formant un véritable prolétariat agricole, non moins disposé que le prolétariat industriel à se révolter contre le régime d'asservissement qu'il subit.

Bien que les socialistes, dominés par les idées marxistes, aient d'abord porté leur attention surtout sur les ouvriers de l'industrie, la conscience de classe s'est développée assez rapidement chez les travailleurs de la terre par suite des circonstances. Etant donnée la grande diversité de caractère des différentes régions de l'Italie en ce qui concerne la nature du sol et des cultures, la condition économique, l'état sanitaire, la mentalité des populations, ce développement a été très inégal et s'est présenté de manière différente de région à région.

D'une manière générale, il a été considérablement hâté par la guerre, qui a amené une évolution rapide de formes séculaires, comme le métayage, qui semblaient si solidement implantées dans les coutumes et dans les esprits qu'on eût estimé qu'elles ne pouvaient se transformer que lentement. Cette concordance apparente d'intérêts entre propriétaires et travailleurs de la terre, cette collaboration formelle qui semblait devoir masquer longtemps les antagonismes

profonds, a brusquement fait place à une lutte ouverte qui tend partout à la destruction de la forme traditionnelle de contrat.

L'histoire de la lutte du paysan contre le grand propriétaire terrien pour la prise de possession individuelle ou collective de la terre par celui qui la travaille et la féconde, est du plus haut intérêt pour les communistes. Elle devrait être étudiée séparément pour chaque région d'Italie. Nous commencerons ici par l'étude de cette lutte dans la région de Bologne, car elle a été marquée en ces derniers temps par des épisodes d'une grande violence, qui ont attiré spécialement l'attention sur elle et ont donné lieu à des enquêtes et contre-enquêtes de la part des autorités et des partis (1).

## I

## LA LUTTE DU PROLÉTARIAT AGRICOLE DANS LA RÉGION DE BOLOGNE

La région bolonaise est une portion de l'Emilie, située en bordure des Apennins. L'agriculture y prédomine de beaucoup sur l'industrie. Bologne est le siège de la fédération des travailleurs de la terre, la plus puissante de la Confédération générale du Travail, car elle compte plus de 800.000 adhérents recrutés surtout en Emilie, en Romagne et dans la plaine du Pô (2).

Dans la province de Bologne, la plaine, où prédomine la culture des céréales, est très fertile ; les collines, formant les contreforts des Apennins, sont encore bien cultivées, notamment en vignobles ; la zone montagnaise sur le Pô

(1) Les considérations qui suivent se basent surtout sur les rapports de la majorité et de la minorité de la Commission d'enquête nommée par le Parlement et sur une remarquable étude sur les « Luites agraires dans le Bolonais », signée Rusticus et publiée dans l'« Avanti ! » de Milan, des 9, 10, 12 et 13 février 1921.

(2) Elle a été fondée en 1901 et elle ne comptait encore que 157.000 adhérents en 1910.

est peu productive. La population dans la plaine est très dense. La grande propriété y prédomine : les petits propriétaires sont même très rares (1). Peu nombreux aussi sont les cultivateurs qui prennent des terrains en location.

Dans la plupart des cas, les propriétaires font cultiver eux-mêmes directement le sol par des ouvriers agricoles ou ils ont recours au métayage ; journaliers et métayers forment donc le fond de la population paysanne dans le Bolonais.

La désoccupation est la grande calamité pour les journaliers : ils ne travaillent guère que 180 jours par an, bien qu'au moment des grands travaux agricoles ils ne suffisent pas à la besogne et qu'il faille chercher des bras dans les provinces voisines.

Quand ils ont commencé à s'organiser, ils ont cherché à améliorer leur condition uniquement par l'augmentation des salaires. Mais les agrariens, vaincus par les grèves, cherchèrent à reconquérir le terrain perdu, non en intensifiant la production, mais en intensifiant la désoccupation ; ils tâchèrent de réduire le plus possible les travaux agricoles, en usant de leur influence politique pour empêcher les travaux publics de bonification du sol, travaux si nécessaires dans ces régions et particulièrement dans les parties marécageuses voisines de la mer (provinces de Ferrare, de Ravenne, etc.) où l'assèchement et le colmatage assainissent et livrent à la culture de vastes étendues de terre. Notez qu'à ce moment-là les journaliers mouraient de faim et étaient minés par la pellagre et que les émondeuses, qui travaillaient dans les eaux méphitiques des rizières pour soixante centimes par jour, ne demandaient que quelques centimes d'augmentation !

La nécessité poussa tous ces malheureux à s'organiser et à constituer eux-mêmes des bureaux de placement, destinés

(1) D'après les statistiques officielles le nombre des propriétaires de terrains ou de maisons, était en Emilie de 7,2 pour cent habitants en 1901, de 6,3 en 1911, (pour toute l'Italie il était respectivement de 12,7 et de 11.)

à partager le peu de travail de manière équitable entre toute la masse des travailleurs.

Ces nouvelles institutions prolétariennes furent aussitôt combattues par les propriétaires. Forcés par les grèves, ils s'engagèrent d'abord à avoir recours aux organisations ouvrières pour se procurer la main-d'œuvre ; mais aussitôt ils tentèrent d'attirer des ouvriers des autres provinces. Dans une seule commune, Medicina, en 1911, ils importèrent de la sorte près de quatre mille personnes.

Mais la guerre changea radicalement les conditions : tous les malheureux sacrifiés à l'avidité des capitalistes se trouvèrent réunis et comprirent enfin leur solidarité de classe vis-à-vis de leurs impitoyables exploiters. Au lendemain de la guerre, il n'y eut plus de jaunes. En 1919, sans qu'aucune propagande eût été faite, tous les journaliers bolonais, hommes et femmes, adhéraient aux organisations prolétariennes. Celles-ci monopolisaient désormais la main-d'œuvre et pouvaient traiter d'égal à égal avec les propriétaires.

Elles n'en abusèrent pas pour réclamer des salaires tels que la production régionale en eût été entravée. Elles furent au contraire très modestes dans leurs revendications, car elles avaient une connaissance exacte des conditions de la production, grâce aux nombreuses coopératives agricoles qu'elles avaient fondées, et elles voulaient favoriser cette production.

Les métayers furent naturellement plus lents à s'organiser que les journaliers. Leurs premières ligues remontent à 1905-1906 et elles restèrent longtemps sous l'influence du parti clérical, qui s'efforça d'organiser les métayers contre les journaliers, pour le plus grand profit des propriétaires.

Mais l'avidité des agrariens, puis les effets de la guerre, hâtèrent le rapprochement entre métayers et journaliers. Une disposition législative obligea les propriétaires à supporter la moitié des dépenses nécessaires pour remplacer au travail les membres de la famille du métayer appelés sous les armes. Mais les propriétaires se refusèrent à obéir à la

loi et à payer aux colons ce qui leur revenait. Aussitôt, ceux-ci adhérèrent en masse aux ligues et, en juillet 1919, il y avait plus de huit mille familles de métayers affiliées à la Fédération des travailleurs de la terre, soit 90 % des métayers de la plaine bolonaise.

\*\*

Tant que les différentes catégories de travailleurs de la terre avaient mené leurs luttes séparément et localement, les grands propriétaires leur avaient tenu tête sans difficulté. Si c'était les journaliers qui avaient remporté une victoire et obtenu des améliorations dans les conditions de travail, les propriétaires changeaient le système de conduction de la terre et, au lieu de la cultiver directement en employant des ouvriers agricoles, ils avaient recours au métayage ou la louaient par parcelles ; et réciproquement quand c'était les colons qui avaient obtenu des conditions meilleures, les propriétaires changeaient de nouveau de système et reprenaient les journaliers.

Le contrat collectif même ne donnait aucune garantie aux classes travailleuses, car s'il liait un groupe de propriétaires, il ne liait pas les propriétaires isolés, soit qu'ils fussent étrangers à ce groupe, soit qu'ils s'en fussent détachés pour se soustraire aux obligations communes. Et ni les sentences des conseils d'arbitrage, ni les jugements des tribunaux n'ont suffi à obliger les propriétaires à respecter les accords signés par eux.

Les travailleurs se décidèrent donc à étendre la lutte à toute la province et à toutes les catégories de travailleurs de la terre et à signer les contrats individuellement avec chaque propriétaire, de façon à ce qu'il y eût obligation réciproque indéniable.

Le contrat-type des journaliers se base sur l'obligation prise par eux de travailler aux conditions du contrat, pourvu que le propriétaire s'engage à cultiver selon les règles de l'art. Et cette stipulation est nécessaire, parce que

beaucoup de terres ne sont pas cultivées comme il le faudrait, par paresse, avarice ou misonéisme du propriétaire. Si elles l'étaient, le chômage diminuerait dans des proportions considérables (il y a actuellement plus de 38.000 chômeurs dans la région bolonaise).

Les contrats types proposés par la fédération, tant pour les métayers et les locataires que pour les journaliers, visaient à augmenter la production et, tout en donnant des garanties aux cultivateurs, ne lésaient en rien les propriétaires, si bien que les plus intelligents de ceux-ci les acceptèrent sans hésitation. Mais tous les autres, les vieux, les grincheux, les endurcis, les intendants enrichis, etc., hurlèrent contre les « bolcheviks », prétendant qu'il s'agissait d'une agitation politique et que les travailleurs voulaient la dissolution de l'association patronale et tendaient à la suppression du droit de propriété.

A l'échéance des contrats, ces propriétaires refusèrent donc de les renouveler, plutôt que d'accepter les conditions nouvelles ; ils n'eurent plus recours aux bureaux de placement, qui seuls pouvaient leur fournir la main-d'œuvre, et laissèrent leurs terres incultes.

Le gouvernement se décida alors à intervenir et tâcha de concilier les parties : mais il se heurta au mauvais vouloir des propriétaires qui voulaient transformer le différend économique en question politique, rejeter la responsabilité de l'absence de culture des terres sur les travailleurs et obtenir par là des mesures réactionnaires contre leurs associations.

Pour éviter que la production de 1920 ne fût compromise, le délégué du gouvernement proposa au début de mars de faire commencer les travaux ; les paysans acceptèrent de travailler au taux de salaire payé par les coopératives agricoles. Mais les agrariens refusèrent de nouveau. C'est alors que les travailleurs envahirent les terres abandonnées et se mirent à les cultiver, à la grande fureur de l'organisation des agrariens qui, voyant échouer son plan d'affamement du pays, exerça une pression sur la magistrature et la dé-

cida à déclarer délictueux le fait d'occuper les terres pour les cultiver ! Aussitôt les prolétaires interrompirent leur travail et la récolte eût été perdue, si l'Etat ne s'était décidé, le 25 juillet, à prendre à son compte la culture des terres abandonnées.

Le 25 octobre 1920, la controverse entre propriétaires et travailleurs agricoles se terminait par une complète victoire de ceux-ci et par l'adoption des formes des contrats qu'ils avaient proposés, à peine modifiés par la commission gouvernementale.

\*\*

Mais les agrariens ne renoncèrent pas pour cela à la lutte, et ils cherchèrent à se venger des travailleurs par toute une campagne de diffamation ; ils les accusèrent d'être les auteurs de toutes les violences qui avaient signalé la lutte, bien que les seuls incendiaires qu'on eût arrêtés fussent précisément des propriétaires qui brûlaient les meules de leurs colons !

Ils cherchèrent, surtout par l'intermédiaire du journal quotidien *Il Progresso*, qu'ils avaient fondé récemment à Bologne, de présenter comme d'abominables moyens de coercition les mesures auxquelles ont recours les ligues paysannes pour empêcher que leur action soit paralysée : le boycottage des jaunes et l'imposition d'une taxe supplémentaire, en faveur d'une œuvre de bienfaisance, aux colons qui, après être restés à l'écart de la lutte, entrent dans les ligues une fois qu'elles ont remporté la victoire et profitent des avantages obtenus par leurs camarades au prix de grands sacrifices.

L'indignation vertueuse des agrariens paraît des plus comiques, si l'on songe que le boycottage, les fiches signalétiques, les amendes, les primes, etc. sont des éléments essentiels de l'arsenal de lutte des patrons et qu'il n'est pas un de ces moyens qui n'ait été employé tout d'abord par eux pour réduire leur adversaire et soumettre les ouvriers par la faim.

Le mouvement des « faisceaux de combat » (*fasci di combattimento*), ces bandes armées de nationalistes, formées pour arrêter par la violence la marche victorieuse du socialisme, qui entreprennent depuis quelques mois des « expéditions » régulières destinées à détruire les institutions ouvrières, spécialement les bourses de travail, vient à point pour rendre quelque audace aux agrariens vaincus.

On peut dire que la province de Bologne est entièrement entre les mains des socialistes ; ils y ont obtenu aux dernières élections, tant municipales que législatives, de formidables majorités, et les éléments maximalistes y prédominent. C'est contre la nouvelle administration communale socialiste de Bologne, nommée l'automne dernier et beaucoup plus avancée que l'ancienne, que les coups des *fascisti* se sont portés surtout, ainsi que contre la bourse du travail et autres institutions d'émancipation prolétarienne.

Il résulte de l'enquête de la commission parlementaire nommée pour faire la lumière sur les événements tragiques qui marquèrent l'inauguration du nouveau conseil municipal le 21 novembre 1920, que les agrariens et leurs amis favorisaient et entretenaient de leur argent les *fascisti* (1).

Les organisations ouvrières sont devenues si puissantes en Italie que les propriétaires sentent qu'ils ne peuvent plus user de leur droit de propriété comme ils l'entendent, c'est-à-dire selon leur bon plaisir et leur caprice personnel, sans aucun souci de l'intérêt de la communauté et même contre l'intérêt de la communauté : *c'est en cela d'ailleurs que*

(1) Déposition du Président de la Chambre de Commerce de Bologne (d'après le rapport de la minorité de la Commission) : « Mes amis et moi nous faisons même quelques offrandes en faveur des faisceaux de combat. Moi, par exemple, j'ai fait cadeau d'un revolver à mon fils qui a 30 ans, est avocat et décoré de trois médailles et a un port d'arme. »

La fondation d'une bourse du travail « fasciste », succédant presque immédiatement à la destruction de la bourse du travail socialiste de Bologne et la réclame faite par la presse bourgeoise locale à cette institution appelée, « selonelle », à ramener les travailleurs à des formes d'association surannées indépendantes du socialisme, révèlent une fois de plus le rôle du « fascismo » dans l'effort de réaction capitaliste. Les commentaires du « Resto del Carlino » du 9 mars sont caractéristiques à cet égard.

*consiste pour eux le droit de propriété ; c'est le droit d'abuser de leur pouvoir pour empêcher de cultiver la terre, si leur intérêt d'individu ou de classe le leur conseille. Porter atteinte à ce droit d'abuser, c'est à leurs yeux porter atteinte au droit sacro-saint de la propriété ; et pour défendre ce soi-disant droit, ils n'hésitent pas un seul instant à recourir à la violence. L'impunité accordée manifestement aux fascisti dans leurs violences contre les institutions ouvrières, la facilité avec laquelle ils détruisent les bourses du travail, les bureaux de journaux socialistes, etc., sans rencontrer de résistance sérieuse de la part de la force armée et souvent même secondés par elle, prouve que les travailleurs n'ont à attendre aucune espèce de justice de la part des gouvernements de classe et que dans leur lutte contre le capitalisme tout est question de force.*

En ce qui concerne les travailleurs de la terre, cette force réside notamment dans la capacité d'organiser eux-mêmes la culture de la terre selon les meilleures méthodes et pour le plus grand profit de la communauté (1). Les nombreuses coopératives qu'ils ont constituées en Emilie et dans la plaine du Pô, non seulement pour la culture en commun des terres, mais aussi pour l'entreprise de vastes travaux de bonification du sol, montrent qu'ils vont non vers la division de la terre en petites propriétés, mais vers des formes de culture collective, qui permettent l'emploi de toutes les ressources du machinisme le plus perfectionné. Et c'est aussi dans ce sens que s'est prononcé le Congrès de la fédération des travailleurs de la terre réuni à Milan le mois dernier.

Jacques MESNIL.

(1) L'Emilie est avec la Lombardie, la contrée d'Italie où le rendement par hectare est le plus élevé : pour le froment le rendement moyen a varié entre 1914 et 1918 de 10,7 à 15,7 quintaux à l'hectare (en Lombardie de 11,9 à 16,6), mais en certains endroits il atteint jusqu'à 40 quintaux.

## La Faillite des Suffragettes

On parle en ce moment très peu du vote des femmes qui, pourtant, fut l'objet des vœux les plus ardents de toute une génération de vaillantes et courageuses suffragettes. En un certain sens, on a tort. Les suffragettes ont obtenu ce qu'elles voulaient en Angleterre, et c'est maintenant précisément qu'il serait intéressant de constater quel est, en fait, la valeur de leur idéal. Il est vrai qu'il est souvent injuste de mesurer un idéal au résultat auquel il a abouti. La République n'était jamais aussi belle que sous l'Empire. Mais enfin, sans vouloir faire une critique rétrospective des suffragettes qui, à certains moments, ne manquèrent pas d'audace, il est permis toutefois de se demander si les femmes, aujourd'hui, n'ont pas de but plus élevé à se proposer que celui de Christabel Pankhurst, et c'est pourquoi il n'est pas sans intérêt de comparer la réalité au rêve. Nous ne pouvons mieux faire pour cela que de nous servir d'un document émanant des suffragettes elles-mêmes.

Il s'agit d'un discours que Miss Eléonor Rathbone prononça tout récemment à Londres, à une séance de la « *National Union of Societies for citizenship* (Union Nationale de Sociétés pour les droits du citoyen) », qu'elle présida. Ce discours par lequel s'ouvrit la séance est plutôt pessimiste. Miss Rathbone constate d'abord que pendant toute l'année qui vient de s'écouler, aucun progrès n'a été accompli en matière de législation pour les femmes. « L'opinion publique, dit-elle, a décidément fait un pas en arrière ; tandis que, pendant la guerre, tout le monde acclamait les femmes, et que c'était à qui louerait leur « splendide » effort, aujourd'hui le mot d'ordre paraît être : « Allez, allez, hors d'ici, Mesdames ! ». Miss Rathbone

ajoute cependant qu'elle ne regrette pas l'impopularité dont les femmes souffrent actuellement ; elle y voit, au contraire, une raison pour le mouvement féministe de reprendre son ancienne vigueur, et espère que la jeune génération reconnaîtra de plus en plus la nécessité d'une action définie et bien combinée. Elle avoue être déçue pour l'instant de voir que les femmes des classes aisées, après avoir obtenu tout ce qu'elle désiraient semblent oublier que la principale des raisons qu'elles avaient fait valoir pour le suffrage des femmes, était le désir de venir en aide à leurs sœurs prolétaires. Mais maintenant qu'on leur a donné ce qu'elles veulent, dit-elle, elles désertent et ne luttent que très mollement. Or, s'il n'a fallu qu'un effort mental très restreint et circonscrit pour poser toujours la même revendication du suffrage universel, il faut, au contraire, maintenant, un très grand effort de réflexion pour la réalisation de réformes qui puissent améliorer le sort des femmes prolétaires, vis-à-vis desquelles on a pris des engagements.

Voilà un témoignage qui n'est pas suspect et qui, certainement, a le mérite de la sincérité. Seulement, est-ce bien la faute des femmes, et en particulier celui des anciennes suffragettes, si leurs efforts n'ont pas abouti à des résultats plus palpables et plus utiles à la grande masse des ouvrières ? Je crois que Miss Rathbone, qui paraît être pleine de bonnes intentions, ferait bien de pousser sa critique plus loin, et de se demander sérieusement si l'échec qu'elle constate n'est pas dû au programme que s'étaient tracé les suffragettes, plutôt qu'à des défaillances personnelles. Il est vrai que les réflexions que Miss Rathbone devrait faire à ce sujet risqueraient de la mener fort loin. En effet, sous une forme concrète, Miss Rathbone a posé sans s'en apercevoir tout le problème de la démocratie. Le suffrage universel, c'est le bonheur, c'est le paradis, pensaient les suffragettes. Mais quand l'entrée au paradis — en l'espèce le Parlement — leur fut accordée, elles ne purent qu'être déçues, car force leur fut de constater qu'en somme tout ce qu'elles avaient acquis se réduisait à une augmentation du nombre des élec-

teurs ; autrement dit à un problème d'arithmétique. Ce n'est pas évidemment là ce que les femmes avaient entrevu dans leur rêve ; elles s'étaient imaginé qu'en entrant au Parlement la femme y ferait valoir un esprit particulier, qu'elle apporterait de nouvelles valeurs et de nouveaux sentiments dans la vie politique. Nous ne discuterons pas ici le bien-fondé de cette appréciation. Il suffit de dire que ces valeurs féminines, ou plus particulièrement féminines, n'ont exercé jusqu'ici aucune influence ni au Parlement anglais, ni dans les autres parlements où les femmes ont été admises. Tout au plus pourrait-on constater que la présence des femmes au Parlement a renforcé certaines tendances déjà représentées par les anciens partis, mais sans que cela ait produit des changements appréciables dans la vie politique. Encore une fois, il ne s'agit pas de savoir si les femmes pouvaient apporter quelque chose de vraiment neuf dans le domaine politique, il s'agit seulement de démontrer que tout ce que l'on a fait jusqu'ici ne le mettait même pas dans la situation de pouvoir exercer une influence particulière. Il fallait pour qu'il en fut autrement trouver des formes d'organisation qui leur eussent permis de développer leurs tendances propres, en prenant une part vraiment active à la vie de la société ; il fallait, au lieu de les attacher d'une façon purement extérieure à la société politique, par les formes vides de la démocratie, les associer d'abord à l'œuvre commune, en faire des collaboratrices conscientes dans l'œuvre de la reconstruction sociale. C'est alors, et alors seulement, qu'on aurait pu juger si un idéal plus particulièrement féministe a le droit d'être, si les femmes forment dans la société un élément d'un caractère différencié et qu'il faille développer et même conserver comme tel.

Il était réservé à la Russie de créer les conditions dans lesquelles on pouvait résoudre le problème que la société bourgeoise avait forcément mal posé. En Russie, la femme est appelée à collaborer activement à la reconstruction d'un nouvel ordre social ; sa fonction ne se borne plus à porter

tous les trois ou quatre ans, son bulletin à l'urne, et à faire nombre avec les représentants de l'autre sexe.

Dans le Contrat Social, on avait oublié les femmes. Les suffragettes avaient essayé de réparer cet oubli, mais d'une façon purement formelle. La Russie aujourd'hui en déclarant l'égalité de droit des femmes, les appelle en même temps à être membres actifs de la communauté, elle veut les faire entrer non comme nombres, mais comme unités vivantes dans l'organisme social.

Les femmes collaboreront donc de fait avec les hommes, et voilà ce qui me paraît être l'essentiel. Devant ce droit désormais acquis, il importe en somme très peu de savoir si elles représenteront dans l'ordre social des valeurs particulières, ou si ce sont les valeurs humaines qui trouveront en elles de nouveaux représentants.

Alix GUILLAIN.

## La situation Internationale et intérieure

DE LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTISTE

N. d. l. R. — Des caméléons de génie (ou presque) à la Lloyd George profitent des derniers discours de Lénine pour proclamer *urbi et orbi* que le chef intellectuel de la *Révolution communiste* aurait évolué.

Il serait, selon eux, en bonne voie de devenir un grand homme d'Etat capitaliste.

On sait quelles en sont les conditions : il faut être souple, sans scrupules et ne pas prendre au sérieux ses engagements et surtout son programme d'opposition. Le programme sert à conquérir le pouvoir. Son revirement à s'y maintenir. C'est la loi de la politique courante de nos plus illustres hommes d'Etat.

Il est inutile de défendre, contre « les compliments » d'un Lloyd George, Lénine qui a passé sa vie à dénoncer les trahisons, les reniements et même les complicités opportunistes, qui y conduisent fatalement. Mais nous ne pouvons pas nous défendre contre le plaisir de donner les passages essentiels d'un de ces derniers discours de Lénine qui, par sa simplicité, son réalisme, sa franchise brutale et sa véracité, confond et ridiculise le vide, la fourberie et le mensonge de nos discoureurs officiels.

Avant d'aborder les questions de la situation intérieure qui présentent naturellement un grand intérêt et éveillent de grandes inquiétudes, — permettez-moi de faire un léger aperçu des événements nouveaux, les plus importants, dans le domaine international. Pour être bref, je ne parlerai que de trois de ces événements : En premier lieu, il faut mentionner l'ouverture de la conférence des délégués turcs ici à Moscou. Il faut se féliciter de ce fait, car une série d'obstacles s'opposaient à l'établissement de pourparlers directs

(1) Discours du camarade Lénine à la séance plénière du Conseil Ouvrier et Paysan de Moscou.

entre la délégation turque et nous, et nous sommes persuadés que maintenant que nous avons la possibilité de négocier ici, nous saurons poser les fondements d'une union et d'une amitié solides entre les deux peuples. Ce ne seront naturellement pas les ruses diplomatiques, (en cela nos adversaires nous surpassent de beaucoup, nous n'avons pas peur de l'avouer) qui amèneront à cette fin, mais bien les souffrances inouïes et sans précédent qui ont été imposées aux deux peuples par les puissances impérialistes au cours de ces dernières années. Un orateur qui m'a précédé à cette tribune a parlé du mal que cause notre isolement des pays impérialistes. Mais lorsqu'un loup attaque une brebis, cette dernière ne peut pas parler de son isolement (*Rires et applaudissements.*) Et si les peuples d'Orient n'étaient jusqu'ici que des brebis auprès du loup impérialiste, la Russie soviétiste a montré, la première, que, malgré sa faiblesse inouïe au point de vue militaire, il est dangereux de lui montrer les griffes et les dents. Cet exemple contagieux se communiqua à beaucoup de peuples, indépendamment de leur sympathie ou de leur antipathie à l'égard des « bavards bolchevistes ». On parle beaucoup dans le monde de ces « bavards », et, en ce qui concerne nos rapports avec la Turquie, nous sommes considérés comme des « bavards malfaisants ». Il va de soi que dans ce domaine nous n'avons rien pu faire jusqu'à maintenant et pourtant les ouvriers et les paysans turcs ont réussi à montrer que la résistance des peuples contemporains contre le brigandage est une chose avec laquelle il faut compter. Le pillage auquel les gouvernements impérialistes se sont livrés en Turquie a provoqué de la part de celle-ci une riposte qui a obligé les plus grandes puissances impérialistes à retirer leurs pattes.

Tout ceci nous amène à considérer ces pourparlers avec le gouvernement turc comme un événement très important. Nous ne nous adonnons point à des ruses diplomatiques. Nous savons bien que ces pourparlers se passeront dans un cadre très modeste, mais ils sont importants parce

qu'ils montrent que le rapprochement entre les masses ouvrières et paysannes de tous les peuples avance de plus en plus, malgré des obstacles inouïs, et c'est ce qu'il ne faut pas oublier dans l'évaluation des difficultés qui nous font obstacle.

L'autre fait qu'on doit mentionner en parlant de notre situation internationale — c'est l'état où se trouvent les pourparlers de paix de Riga. Vous savez qu'afin de conclure une paix un tant soit peu durable avec les pays qui faisaient auparavant partie de l'Empire Russe, nous leur faisons autant de concessions que possible. C'est facile à comprendre car l'oppression des nationalités est une des forces les plus importantes qui excitent la haine contre les impérialistes et unissent les peuples contre eux. Et il n'y a pas beaucoup de pays (d'Etats), dans le monde, qui aient péché, dans ce domaine, autant que l'ancien Empire Russe et la république bourgeoise de Kerensky et autres mencheviks et socialistes-révolutionnaires alliés avec la bourgeoisie. Voilà pourquoi, précisément à l'égard de ces Etats, nous nous montrons le plus condescendants possible, en allant à la rencontre des conditions de paix pour lesquelles les socialistes-révolutionnaires nous traitent de tolstoïens. Nous restons indifférents à tous ces reproches parce que nous devons user de la plus grande condescendance envers ces pays afin de dissiper la défiance séculaire, résultat de l'oppression précédente, et de jeter ainsi les fondements de l'union des ouvriers et des paysans des diverses nationalités qui jadis ont souffert ensemble du tsarisme et des propriétaires russes et qui continuent à souffrir maintenant de l'impérialisme.

En ce qui concerne la Pologne, cette politique trouvait un obstacle, surtout chez les gardes-blancs russes, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks qui y possèdent la « liberté de la presse », la « liberté de la parole » et autres magnifiques « libertés », à côté de la liberté extrême des capitalistes français et autres, qui avaient acheté la plus grande moitié de la Pologne. Ils s'y livraient à une pro-

pagande intense pour l'entraîner dans une guerre contre nous. Maintenant, tous les efforts des capitalistes sont concentrés afin d'anéantir la paix conclue.

Le fait que nous devons compter avec la guerre beaucoup plus que certains ne le pensent explique que nous n'ayons pas pu démobiliser notre armée comme nous l'aurions voulu. Ceux qui disent que nous aurions pu consacrer un peu moins de forces à l'action militaire se trompent. Ils se trompent parce que nos ennemis dressent contre nous tous les pièges et toutes les embûches possibles pour empêcher la signature de la paix définitive avec la Pologne, avec laquelle nous avons déjà signé la paix préalable.

Ces derniers temps, les pourparlers de Riga ont traîné un peu en longueur ; il y a quelques semaines, les choses allaient tellement mal qu'on pouvait craindre une crise grave. Aussi, nous sommes-nous décidés à faire encore quelques concessions, non pas parce que nous les croyons justes, mais parce que nous considérons comme très important de briser les intrigues des gardes-blancs russes, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, à Varsovie, et des impérialistes de l'Entente qui travaillent de toutes leurs forces à empêcher la paix. La paix n'est pas encore signée, mais je peux dire que nous avons le droit d'être très optimistes et de compter qu'elle sera bientôt signée et que toutes les intrigues seront déjouées. Je pense que cet événement nous rendra tous heureux, mais il n'est pas encore accompli.

Mais il ne faut pas se féliciter le matin avant que le soir ne soit arrivé. Et c'est pour cela que nous ne sommes pas disposés à diminuer, même un tant soit peu, nos forces militaires. Nous n'avons pas peur, en même temps, de faire de plus importantes concessions à la Pologne bourgeoise, pourvu que nous puissions détacher les ouvriers et les paysans de la Pologne de l'Entente et leur prouver que le pouvoir des ouvriers et paysans ne s'occupe pas de la querelle nationaliste. Cette paix, nous allons la défen-

dre au prix des sacrifices qui ne seront peut-être pas toujours faciles.

(Le camarade Lénine termina cet aperçu sommaire de la situation internationale par la communication des derniers événements du Caucase.)

D'après des nouvelles qui n'étaient pas encore vérifiées à ce moment, le pouvoir soviétiste aurait été proclamé à Tiflis.

Après ces quelques remarques sur la politique extérieure, je passerai à la politique intérieure. Je n'ai malheureusement pas pu entendre en entier le rapport que vient de faire ici le camarade Bruchanow. Vous avez appris par lui tous les détails et toutes les données exactes et je n'ai pas besoin de les répéter. J'ai voulu m'arrêter sur le principal, sur ce qui nous montrera peut-être les causes de la crise effroyable que nous traversons. Nous nous poserons le problème et nous chercherons la voie qui nous conduira à sa solution. Cette voie existe, nous l'avons trouvée, mais nous n'avons pas encore la force de la suivre avec cette persévérance systématique qu'exigent de nous les conditions difficiles où la guerre nous a laissés. Notre misère est grande, mais nous ne sommes pas plus ruinés que les ouvriers de Vienne. Les ouvriers de Vienne meurent de faim, leurs enfants meurent aussi, mais ils n'ont pas cette chose capitale que nous avons, nous : l'espoir. Ils meurent écrasés par le capitalisme, ils font des sacrifices, mais pas comme ceux que nous faisons. Nous faisons les sacrifices parce que nous avons déclaré la guerre à tout le monde capitaliste. Voilà la différence entre la situation des ouvriers de Moscou et de Pétrograd et celle des ouvriers de Vienne.

Depuis le printemps, nos souffrances provoquées par la crise alimentaire se sont de nouveau aggravées, bien qu'auparavant on ait pu observer une sensible amélioration. Nous n'avons pas bien calculé. Lorsque le plan de la répartition fut mis à exécution, la réussite nous permit une certaine amélioration. Le peuple a tant souffert de la famine qu'il fallait à tout prix améliorer sa situation. Il

ne fallait pas seulement aider, mais précisément améliorer la situation. Nous n'avons pas prévu que si nous faisons bien pour le moment, nous aurions des difficultés à la fin et c'est justement cette faute qui a provoqué la crise alimentaire qui sévit en ce moment. Nous avons commis la même faute dans un autre domaine. Nous l'avons commise dans la guerre avec la Pologne et dans la question du combustible. Dans le travail de l'approvisionnement en vivres, en combustible : charbon, naphte, bois ; dans tous ces travaux, dans ces trois domaines différents, nous avons commis les mêmes fautes. Dans la famine, dans le froid, nous avons exagéré nos forces. Nous ne nous sommes pas rendu compte que nous avions dépensé à la fois toutes nos ressources, que nous n'avions plus de réserves, et nous n'avons rien gardé pour les jours malheureux. C'est une règle générale très connue du paysan dans son simple ménage. Mais nous, sur notre grande échelle gouvernementale, nous nous sommes trouvés tout le temps dans une situation qui nous forçait de vivre au jour le jour et ne nous permettait pas de faire des provisions. Lorsque, pour la première fois, nous nous sommes trouvés en présence de ces réserves et lorsque nous avons dû en examiner la répartition, du point de vue pratique, nous n'avons pas su nous arranger et conserver des réserves pour les jours malheureux.

Dans la guerre avec la Pologne, nous avons eu une armée rouge courageuse et énergique, mais nous sommes allés plus loin qu'il ne le fallait — jusqu'aux portes de Varsovie — et après nous avons été obligés de reculer presque jusqu'à Minsk. La même chose nous est arrivée dans la question alimentaire. Il est vrai que nous sommes sortis en vainqueurs de la guerre. En 1920, nous avons proposé aux bourgeois et propriétaires polonais des conditions de paix plus avantageuses pour eux que celles qu'ils ont maintenant. Ils ont reçu par là une leçon, et tout le monde l'a reçue avec eux, et d'une manière à laquelle personne ne s'attendait.

Quand nous parlons de notre situation, nous disons la

vérité, nous exagérons plutôt un peu du mauvais côté. Au mois d'avril 1920, nous disions : « Le transport se désorganise, l'approvisionnement nous manque ». Nous l'avons écrit dans tous nos journaux, nous l'avons répété dans des milliers de réunions, dans les meilleures salles de Moscou et de Pétrograd. Les espions de l'Europe s'empressaient de le télégraphier aux capitalistes qui se frottaient les mains en disant : « Avancez, Polonais, voyez comme ça va mal chez eux ! Nous les écraserons à l'instant ». Et nous, nous disions la vérité en l'exagérant dans le mauvais sens. Il faut que les ouvriers et les paysans sachent que les difficultés ne sont pas encore surmontées. Et lorsque l'armée polonaise, sous la surveillance des instructeurs-spécialistes français, anglais et autres se mit en marche, armée par eux et munie de leurs capitaux, elle fut battue. Et maintenant, quand nous disons que notre situation est difficile, quand on nous communique que toute la presse bourgeoise prophétise « la fin du pouvoir soviétiste », quand Tchernoff lui-même affirme qu'il tombera certainement, alors nous disons : criez tant que vous voudrez ; c'est pour cela que vous avez la liberté de la presse achetée par l'argent capitaliste ; nous en avons autant que vous voulez de cette liberté, et pourtant nous n'avons absolument pas peur de dire la triste vérité. Oui, au dernier printemps, la situation a de nouveau empiré, et nos journaux sont pleins d'aveux déclarant que nous avons des difficultés. Mais que les capitalistes de l'Europe, les mencheviks (les socialistes-révolutionnaires et autres de quelque nom qu'ils s'appellent) essayent de gagner quelque chose là-dessus — ils dégringoleront encore plus bas, encore plus profondément. (*Applaudissements.*)

Il est évident que le passage de l'état de complète misère dans lequel nous nous trouvions en l'année 1918-1919 à l'état de 1920 est très difficile. En 1918-19, personne ne pouvait rêver de faire des provisions pour une année où l'on pouvait tout au plus penser à deux semaines en disant que, pour la troisième : « On verrait ! ». En 1920, nous avons vu que notre armée est plus nombreuse que celle des Polonais, que

nous avons deux fois plus de pain que l'année dernière, que le combustible ne manque pas, que le charbon de Sibérie et du Donetz a presque doublé. Nous n'avons pas su distribuer tout ceci sur une échelle gouvernementale. Il ne faut pas oublier que les calculs exacts pour toute une année exigent des conditions spéciales comme des procédés spéciaux. Nous avons su que le printemps serait plus difficile que l'automne, mais à quel point ? nous l'ignorions. Il ne s'agit pas de la distribution mais il s'agit de savoir combien les ouvriers et les paysans ont faim et quelle mesure de sacrifices ils sont capables de faire encore pour la cause commune des ouvriers et paysans. Qui peut le calculer ? Que celui qui nous reproche notre erreur — et il a le droit de le faire, car il y a ici de notre faute et personne n'aura l'idée de la cacher, non plus que la faute dans la guerre avec la Pologne — que celui qui nous la montre, cette erreur, nous présente un calcul exact d'après lequel on saura, sur une échelle gouvernementale, combien de réserves amassées pour la première moitié de l'année faut-il cacher pour les jours malheureux de la seconde moitié. Si, en 1917, on nous avait dit que nous serions capables de supporter, durant trois années, la guerre contre tout le monde, et que, à la fin du compte, 2 millions de propriétaires et capitalistes russes, avec leurs enfants se trouveraient à l'étranger et que, malgré tout, nous serions vainqueurs, personne de nous ne l'aurait cru. C'est un miracle parce que, du sein des ouvriers et paysans, s'éleva une telle force contre l'invasion des capitalistes et propriétaires que, même le capitalisme tout-puissant, était menacé du danger.

Ce miracle nous a désappris à calculer pour longtemps. Nous avons hâté la convocation du prochain Congrès du parti pour faire le bilan de cette nouvelle expérience. Le miracle qu'ont opéré les ouvriers et les paysans pour la défense de leur pouvoir ne contient rien de divin en soi. Il consiste en ce que la révolution a trouvé dans les ouvriers et les paysans, bien que ces derniers aient été écrasés, humiliés, ruinés et accablés de fatigue, cent fois plus de forces

que dans n'importe quel autre pays riche, éclairé et avancé. Ceci n'était possible que parce que cette révolution était vraiment ouvrière et paysanne. Mais avec des habitudes pareilles, on ne peut pas commencer le travail de reconstruction économique. Ce travail exige — passez-moi le mot qui, peut-être, ne convient pas tout à fait bien dans ce cas — une certaine « parcimonie ». Et nous, nous n'avons pas encore appris à être « parcimonieux ».

Il faut comprendre que si nous avons vaincu la bourgeoisie, cette bourgeoisie existe encore, et que nous avons encore à lutter contre elle. Un des moyens qu'elle emploie dans sa lutte contre nous, c'est de semer la panique dans nos rangs. Elle est passée maître en cela. Et nous ne devons pas l'oublier. Mais dans aucun cas nous ne devons nous laisser prendre par la panique.

Notre situation s'est aggravée par la série des fautes que nous avons commises dans notre travail. Ne craignons pas d'avouer ces fautes, cessons de nous accuser les uns les autres. Pour pouvoir nous servir de toutes nos forces, pour pouvoir déployer le maximum d'énergie, il faut savoir calculer. Il faut nous rendre maîtres de toute notre république, car c'est alors seulement que nous pourrons faire le calcul détaillé des quantités considérables de blé et de combustible. Il faut donner à ceux qui ont le plus besoin et prendre chez ceux qui ont le plus de réserves. Est-ce que les paysans de la Sibérie et de l'Ukraine ont compris ce calcul? Non, pas encore! Ils ne connaissent pas la misère qu'ont connue les paysans de Moscou et de Petrograd. Ils ont de grandes provisions en échange desquelles ils exigent des marchandises. Pour que nous puissions les satisfaire, il faut faire marcher nos fabriques et pour cela il faut du temps, des moyens et des ouvriers.

Notre faute la plus grave consiste en ce que ne pouvant avancer que d'un degré, nous avons cru pouvoir avancer de deux. Mais, malgré tout, nous sommes plus loin que nous n'étions l'année dernière. Tout de même, cette année, nous avons réussi à mettre plus d'équilibre dans la question du

combustible. Au point de vue de l'alimentation, je vous communiquerai le télégramme qui vient d'arriver, signé du sous-chef de l'armée soviétiste en Sibérie, dans lequel il est dit que le transport est rétabli et que sept convois de blé sont partis pour Moscou.

Il y a eu quelques troubles et quelques révoltes parmi les paysans. Ces troubles signifient qu'il existe dans le milieu paysan des couches qui ne veulent accepter ni la répartition des provisions, ni les impôts. Lorsqu'un paysan n'appartenant à aucun parti nous dit : « Il faut tenir compte de ce fait qu'un petit paysan a besoin de la certitude qu'ayant donné une partie de son avoir il pourra diriger en maître ses affaires ». A un tel paysan, nous répondons qu'il y a du bon sens dans ce qu'il dit et qu'autant que nous n'avons pas de machines et que le paysan n'a pas envie lui-même de passer de la petite économie à la grande, nous sommes disposés à l'écouter. Dans le Congrès du parti, nous poserons ce problème dans toute la rigueur des termes et nous prendrons la résolution qui satisfera et le paysan n'appartenant à aucun parti et toutes les grandes masses en général.

Certes, nous avons beaucoup de choses défectueuses dans notre organisation. Mais n'en avons-nous pas eu aussi dans l'armée rouge. Et on les a éliminées peu à peu. Et bien, ce qui s'est passé avec l'armée aura lieu à sa façon dans tous les autres domaines. En Ukraine, on vole des provisions de charbon dont le manque nous fait souffrir ici terriblement. Mais 120 gouvernements se sont succédés en Ukraine et les paysans aisés y sont complètement démoralisés. Ils ne peuvent pas comprendre que le gouvernement des ouvriers et paysans leur prenne du pain pour améliorer la situation des ouvriers et des paysans. Aussi longtemps que nous ne réussirons pas à rendre claires à leurs yeux ces questions, nous aurons parmi eux des troubles et des révoltes. C'est une chose inévitable que nous avons vue chaque printemps et que nous verrons chaque année.

La question du chemin de fer du Sud-Est est toute diffé-

rente. Toute cette année, nous avons vécu de ce que nous avaient donné la Sibérie et le Caucase. Voici quelques chiffres :

Les premiers cinq jours du mois de février, nous recevions 8 wagons par jour ; les cinq jours suivants, 32 ; les suivants, 60, et enfin 100. Or, nous devons recevoir 200 wagons par jour et seulement les derniers jours du 20 au 27 février, nous avons reçu 120 wagons par jour. Nous entrevoyons un peu de lumière.

Je ne veux pas du tout, camarades, vous leurrer par des promesses ; nous avons une masse de difficultés à surmonter. Nous sommes séparés de l'Europe occidentale et, pour remédier à cela, nous sommes obligés de lui faire des concessions. Nous sommes disposés à lui donner 500 % du bénéfice pour qu'elle nous donne du pain et du naphte. Pour que les capitalistes acceptent cela, il faut qu'ils comprennent qu'on ne peut rien obtenir de nous par la guerre. Et pour ces « 500 % », il faudrait encore lutter... Nous avons accepté définitivement cette politique de concessions. Vous savez bien ce que les ouvriers disaient de cette tactique : « Nous avons chassé notre propre bourgeoisie pour la remplacer par une bourgeoisie étrangère ». Mais nous leur avons expliqué qu'on ne peut passer tout d'un coup d'un état où on n'a rien à un état où on a tout. Que si on veut avoir suffisamment de pain et de marchandises, il faut faire pour cela des sacrifices. Que les capitalistes assouvissent leur avidité pourvu qu'on améliore la situation des paysans et des ouvriers.

Mais il n'est pas facile de réaliser ces concessions. Nous avons publié le décret sur les concessions au mois de décembre, mais jusque maintenant, aucune concession n'a été encore octroyée. L'influence de la presse blanche des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires joue naturellement un grand rôle. Ils répandent à profusion de fausses nouvelles sur les révoltes et les troubles en Russie soviétiste. Mais cela ne nous inquiète plus, car nous savons maintenant que, ne pouvant plus nous faire une guerre de sang,

ils nous font une guerre de mensonge et de calomnies. Quand Denikine se trouvait devant Orel, les journaux blancs disaient qu'il avançait à 100 verstes à l'heure... Que nous reste-t-il à faire ? Essayer de nouveau un gouvernement de coalition avec Kerensky et Koltchak ? Il est vrai que Koltchak n'existe plus, mais on en trouverait un autre ; il y a tant de généraux en Russie qu'on pourrait en former une immense armée. Nous devons dire la vérité, sans craindre les journaux réactionnaires qui paraissent dans toutes les villes du monde ; peu importe, ce n'est pas cela qui doit nous faire taire la vérité sur notre situation. Il ne nous reste, camarades, qu'à nous unir davantage. Nous avons survécu aux plus grandes difficultés. Nous connaissons très bien notre ennemi et nous le vaincrons ce printemps même. Nous le vaincrons en travaillant avec plus de calcul et plus de succès.

LENINE.

## Les Problèmes économiques

EN RUSSIE SOVIÉTISTE

Le travail de reconstitution économique entrepris par le Gouvernement des Soviets dure depuis plus de trois ans déjà. Pendant ce temps, tous les organes indispensables à la vie économique ont été constitués. Le gouvernement soviétique a acquis l'expérience nécessaire au point de vue de l'organisation aussi bien qu'au point de vue de la politique économique. Mais pendant la période exténuante de la guerre civile, l'existence même du pouvoir soviétiste était en jeu : la Russie perdait l'une après l'autre toutes les provinces riches en combustibles, en matières premières et en denrées alimentaires. Pendant la période de la guerre acharnée contre Wrangel et contre la Pologne blanche que la Russie, complètement isolée du reste du monde, a dû mener, les efforts en vue de la reconstruction économique ne pouvaient aboutir aux résultats désirés.

En ce moment, les problèmes de la vie économique se posent en Russie soviétiste dans toute leur ampleur. Après l'avènement de la dictature du prolétariat, il était nécessaire que la Russie passât par une période de centralisation de son économie nationale dispersée et brisée ; elle devait vaincre l'anarchie de la production, héritage néfaste du régime capitaliste. La création d'un plan économique, embrassant tout l'ensemble du pays et réglant le travail nécessaire dans chaque branche de la production ainsi que les rapports mutuels entre les branches différentes de l'économie nationale, constitue le problème fondamental auquel les Soviets sont appelés à donner une solution.

L'institution d'une économie coordonnée, d'après un plan

coordonné — trait caractéristique du régime des Soviets et avantage de ce dernier sur le régime bourgeois ne peut pas être l'œuvre d'un jour. Dans le travail colossal que comporte la création de tout un monde nouveau, les reculs et les échecs sont inévitables, surtout si ce travail se fait dans un pays soumis au blocus meurtrier et tout entouré d'ennemis, de traîtres. La République des Soviets met au premier plan la question du développement des forces productives du pays et le rétablissement des fondements anéantis de l'économie nationale.

L'organisation communiste rencontre, sur son chemin malaisé, des obstacles énormes ; en ce moment, une crise économique d'une grande envergure sévit en Russie. En premier lieu, il faut mentionner la crise du combustible, problème fondamental, duquel procèdent toutes les difficultés économiques de la Russie soviétiste.

« Il faut constater d'abord, dit Rikow, qu'en chiffres absolus, nous possédons beaucoup plus de bois, de charbon, de naphte et de tourbe que l'année dernière. Mais les besoins de la République et, en particulier, de notre industrie renaissante, ont augmenté plus encore que nos ressources en combustible. Un nombre considérable d'entreprises textiles, métallurgiques, de construction, etc., dans toutes les branches de l'industrie, ont été mises en marche, augmentant d'autant la consommation de combustible. La crise actuelle est donc essentiellement différente de celle de l'année dernière. Elle provient en somme du relèvement sensible de notre vie économique qui s'est fait observer dans le second semestre de 1920.

« La question qui se pose est de savoir si nous serons en état de maintenir notre vie économique au niveau qu'elle a atteint.

« La fermeture d'un certain nombre d'usines à Pétrograd est causée par les arrivages irréguliers de combustible, d'us eux-mêmes au retard apporté dans les transports par un automne sans neige. Cette fermeture n'affecte pas les grosses entreprises, ni celles travaillant pour les chemins de fer.

Elle est limitée à trois semaines, jusqu'au 1<sup>er</sup> mars. Tout ce temps sera employé à la constitution de stocks qui permettront ensuite une marche régulière, et à certaines opérations comme le nettoyage des chaudières, de nature à diminuer la dépense de combustible. Tout le personnel est conservé sur place.

« Pendant le premier semestre de cette année, la solution de la crise dépend des résultats qu'on obtiendra pour le transport du bois. Ce transport doit être organisé par l'effort combiné de tous les Soviets locaux et de toute la population. Il faut que chaque journée restant jusqu'au printemps soit utilisée au maximum. Ce programme de transport du bois a été établi en tenant compte des quantités d'approvisionnement et de fourrage qui peuvent être fournies aux paysans, de telle sorte qu'il est entièrement réalisable. Il y a tout lieu d'espérer que la crise sera heureusement résolue et que rien ne s'opposera plus alors à l'exécution intégrale de notre plan de production. »

La crise que traverse en ce moment la République Soviétique résulte de l'impossibilité où elle se trouve d'assurer le combustible aux entreprises industrielles et le transport à l'échelle nécessaire et déterminée à l'avance. Il est vrai qu'à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1920, un certain succès dans le domaine alimentaire a permis d'augmenter l'armée du travail d'un million d'hommes. Mais la quantité globale de ces provisions fut insuffisante pour tout le pays et on fut obligé de séparer de la masse totale de la population les groupes ouvriers dont le travail était le plus nécessaire à la vie économique du pays et de les placer dans des conditions spéciales en ce qui concerne la ration alimentaire.

L'approvisionnement en denrées alimentaires a augmenté à un tel point qu'à partir du 1<sup>er</sup> août, il était possible de fournir aux consommateurs 25 millions de pouds de céréales, c'est-à-dire deux fois plus que ce qu'on avait pu obtenir l'année précédente dans le même laps de temps.

Du 1<sup>er</sup> au 10 février, il a été emmagasiné dans les provinces productrices 2.145.682 pouds de céréales, soit pour toute la cam-

pagne 125.675.437 pouds ou 70 % du programme. Dans la même période, on a reçu 88.571 pouds de graines oléagineuses, 2.780.795 depuis le début de la campagne. A cela il faut ajouter 144.455 pouds de son, tourteaux, etc., 1.641.514 pouds depuis le début. Les provinces productrices ont donné en tout, du 1<sup>er</sup> au 10 février 2.378.708 pouds, et depuis le début de la campagne 130.097.746.

Les provinces consommatrices ont donné pour la décade considérée 911.744 pouds de céréales, depuis le début de la campagne 20.238.057 ou 127,6 % ; 33.632 pouds de graines oléagineuses, soit 310.473 depuis le début de la campagne ; 647.216 pouds de son, tourteaux, etc., en tout : 21.195.746 depuis le début.

La Sibérie a donné en tout 49.171.696 pouds de céréales et 751.668 pouds de graines oléagineuses (70,5 % du programme) ; total : 49.923.364.

Le Caucase septentrional, dans la décade considérée, a emmagasiné 3.194.653 pouds de céréales et 657.707 pouds de graines oléagineuses ; total : 3.852.360, et, depuis le début de la campagne, 46.401.924 pouds de céréales, 6.091.484 pouds de graines oléagineuses (40,6 % du programme), 13.003 pouds de son et tourteaux. Le total, depuis le début de la campagne, est de 52.506.411 pouds.

L'Azerbeïdjan a donné à la date du 10 février 419.309 pouds de céréales.

Le Turkestan à la même date a donné 3.843.447 pouds.

En tout, il a été rassemblé pour toute la Fédération soviétique du 1<sup>er</sup> au 10 février : 8.047.960 pouds de céréales, 779.910 pouds de graines oléagineuses, 146.295 pouds de son et tourteaux, au total 8.974.165 pouds. Depuis le début de la campagne, on a 245.840.840 pouds de céréales (58,1 %), 10.448.380 pouds de graines oléagineuses, 1.751.797 pouds de son et tourteaux ; au total : 258.041.017 pouds.

(Revue Hebdomadaire de la Presse russe.)

Cette amélioration dans la situation alimentaire a permis d'augmenter la production dans certaines branches de la vie économique. Il est indéniable que, durant la seconde moitié de 1920, il se produisit une amélioration graduelle dans l'alimentation, l'extraction du combustible et les transports. Ainsi, en 1919, on a consommé 7.150.000 de toise cube de combustible, tandis que, pendant les dix premiers mois de l'année 1920, la consommation de combustible avait augmenté de 150 o/o comparativement à ce qui avait

été consommé pendant toute l'année 1919. Tandis que, durant l'année 1919 l'extraction de la houille n'était que de 36.881 pouds, pendant les 10 premiers mois de 1920 cette extraction s'élève à 371.232 pouds. Et il ne faut pas oublier que, d'après les données officielles, le montant de l'extraction mensuelle du charbon dans les mines du Donetz, rien que dans les premiers cinq mois de 1920, était de 17,2 millions de pouds. Les cinq mois suivants, elle s'est élevée à 25 millions de pouds et pendant les trois mois derniers, mentionnés par le compte rendu officiel, l'extraction s'est élevée à 28,3 millions de pouds (1). De sorte que l'extraction du charbon augmente d'une manière constante et assez considérable.

L'approvisionnement des chemins de fer en combustible est de toute première importance. Leur fonctionnement constitue un problème vital auquel est liée l'existence même de la République des Soviets. La renaissance de la vie économique du pays dépend étroitement de l'amélioration des transports, qui durant l'année 1920, ont augmenté de 75 %. L'état des transports, en s'améliorant de plus en plus, a permis, à partir du mois d'avril jusqu'au mois de décembre 1920, de charger et de transporter mensuellement 80 % et au delà, en plus des cargaisons prévues par le plan général, ce qui dépasse le niveau atteint dans les années précédentes. De même, l'approvisionnement en bois surpasse de beaucoup ce qui fut atteint dans ce domaine l'année dernière. La plus grande abondance des denrées alimentaires, l'augmentation de l'approvisionnement en bois, de l'extraction de la houille et l'amélioration des transports constituent des éléments importants de la victoire économique de la Russie soviétiste. Toutes les améliorations que nous venons d'énumérer ont permis en même temps à l'industrie du pays de se relever.

L'industrie textile reprend quelque activité grâce aux arrivages de coton du Turkestan. 70 % des métiers de toute

(1) « La Vie Economique », n° 45, 1<sup>er</sup> mars 1921.

l'industrie textile russe sont alimentés en coton de cette provenance. Rien que dans la région d'Ivanow-Vosnesensk, vers le 1<sup>er</sup> janvier 1921, sept centres de tissage de coton fonctionnaient avec 12.968 métiers. La production dans cette région a atteint presque celle d'avant-guerre.

Dans l'industrie métallurgique, déjà dans la seconde moitié de 1920, 20 hauts-fourneaux fonctionnaient et fournissaient au Gouvernement des Soviets leurs premières provisions de métal.

Mais la guerre dévastatrice, qui sévissait encore en 1920, sur les deux fronts, a empêché le Gouvernement soviétiste d'exécuter entièrement son programme de reconstruction économique. Même cette guerre avec toutes ses horreurs, n'a pas pu empêcher la réalisation partielle du programme de reconstruction économique, grâce aux efforts héroïques du prolétariat russe et à l'énergie toute exceptionnelle du Gouvernement soviétique. La contre-révolution européenne, aidée par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, a escompté un échec soudain de la politique de reconstitution économique des Soviets. Voyant dans cette crise la défaite du pouvoir soviétiste, la contre-révolution s'en était servie pour provoquer un nouvel attentat contre les Soviets, à l'intérieur du pays même.

*Mais où faut-il chercher les causes de cette crise ?* Les voici :

La Russie n'a jamais été dans des conditions absolument favorables au point de vue du combustible. La valeur moyenne du combustible russe est de 4.000 calories, alors que celle du combustible américain est de 7.000. C'est dire que la Russie emploie un combustible extrêmement pesant, surtout le bois, tandis que dans les autres pays domine le charbon.

Si nous prenons toute la Russie d'avant-guerre, à l'exception de la Finlande, la consommation de combustible doit être estimée à 11.300 millions de pouds. La quantité des chargements opérés en Russie en 1913 sur tout le réseau et toutes les voies fluviales est de 11.161 millions de pouds. Ainsi le poids de combustible consommé chaque année est sensiblement supérieur à la capacité de tous les transports russes.

L'éloignement des sources de combustible minéral par rap-

port aux centres industriels crée de sérieuses incommodités de transport. Si on considère le parcours moyen sur voies ferrées pour les diverses sortes de combustible en 1913, on obtient le tableau suivant : naphte 484 verstes, houille 441, bois 184. Le développement des extractions de naphte et de charbon, qui jouent un rôle essentiel dans l'industrie, a toujours été en retard sur les diverses productions, de sorte que la Russie d'avant-guerre était obligée de faire une consommation de plus en plus grande de combustible étranger.

La guerre impérialiste et la contre-révolution ont encore empiré la situation. Les mines et les exploitations pétrolifères ont été mises hors de service, le blocus a interrompu les arrivées de charbon étranger, de sorte que la Russie est obligée provisoirement dans tous les domaines de sa vie économique de se contenter du bois.

Dans l'ensemble des combustibles, le bois entre pour 65 0/0.

Dans ces deux dernières années, les coupes de bois ont été faites dans la zone avoisinant les voies ferrées, à une distance de 7 à 8 verstes des deux côtés. Aujourd'hui on est naturellement obligé de porter les coupes jusqu'à 15 verstes de chaque côté, soit une zone de 30 verstes, doublant ainsi la distance des transports animaux et la triplant même sur certaines lignes. Si on considère l'appauvrissement de notre parc de chevaux de les difficultés extraordinaires d'approvisionnement en fourrage s'ajoutant ainsi à l'éloignement des coupes, il est facile de comprendre les retards mis au transport du bois jusqu'aux voies ferrées.

En même temps l'élargissement du réseau soviétiste (68.000 verstes en 1921 au lieu de 48.000 en 1920) a augmenté la consommation de combustible. Une cause encore plus considérable d'augmentation a été le forçement de notre industrie au moment où les arrivées de matières premières ont permis de remettre en marche les unes après les autres de nombreuses entreprises jusqu'alors arrêtées.

Voilà les raisons pour lesquelles un déficit s'est fait sentir en janvier 1921 sur les chemins de fer et dans les centres industriels.

NUNTIUS.

## Frédéric Engels et la tactique communiste

(Extraits des lettres inédites)

CONTRE LE SOCIALISME D'ÉTAT

Le 16 mai 1882.

(Vous devez comprendre) que... l'étatisation n'est utile qu'aux actionnaires qui vendent leurs actions au-dessus du prix, mais à nous elle ne profite en rien, car nous aurons aussi vite fait avec quelques grandes compagnies qu'avec l'Etat au cas où nous serions les maîtres ; les Sociétés par actions ont déjà fourni la preuve que le bourgeois, comme tel, est superflu, car toute la gestion est assurée par des employés salariés et l'étatisation n'y ajoutera aucune nouvelle preuve importante.

Fr. ENGELS.

LA RÉVOLUTION DOIT PROFITER DES DIVISIONS EXISTANT  
ENTRE LES PARTIS BOURGEOIS QUI NE FORMENT PAS  
UNE « MASSE RÉACTIONNAIRE COMPACTE ».

Le 28 octobre 1882.

C'est assez superficiellement que j'ai lu l'article... Autrement j'aurais reconnu l'influence française à la façon dont il se représente la Révolution. C'est la réalisation définitive, rêvée, de la phrase sur la « masse réactionnaire unique ». Tous les partis officiels groupés en une masse compacte ici, et nous, les socialistes en colonne, là-bas ; grande bataille

décisive ; victoire sur toute la ligne d'un seul coup. Dans la réalité, les choses ne se passent point aussi simplement. Dans la réalité, la révolution commence d'une manière toute différente. La grande majorité du peuple et les partis officiels se rallient *contre* le gouvernement, ainsi isolé, et le renversent, et ce n'est que lorsque ceux d'entre les partis officiels qui étaient encore possibles se sont réciproquement détruits l'un contre l'autre et l'un après l'autre, ce n'est qu'alors que la grande séparation du peuple se fait et qu'apparaît la chance de notre pouvoir. Si nous voulions commencer la révolution aussitôt par son *dernier acte*, les choses tourneraient très mal pour nous.

Fr. ENGELS.

#### LES CARACTÈRES DE L'INDUSTRIE ALLEMANDE

(LE « DUMPING » PRÉVU PAR ENGELS.)

Le 11 octobre 1884.

En somme l'industrie allemande reste ce qu'elle était : elle fabrique des articles que les Anglais trouvent par trop futiles et les Français par trop ordinaires, mais enfin elle les fabrique sur une grande échelle ; les sources de sa vie sont et restent : 1° le vol des modèles de l'étranger ; 2° l'abandon de sa propre plus-value à l'acheteur par quoi elle devient capable de concurrence et l'extorsion par pression des salaires ouvriers d'une plus-value abusive dont elle vit uniquement. En certains lieux, cela rend stagnante la lutte entre l'ouvrier et le capitaliste (puisque le salaire anormal est déjà devenu une habitude), mais le plus souvent cela la rend plus aiguë, car la pression augmente toujours. En tout cas, depuis 1848, une révolution industrielle est commencée en Allemagne et MM. les bourgeois y trouveront matière à réflexion.

Fr. ENGELS.

#### LE COMMUNISME ET LA RÉVOLUTION

Le 18 novembre 1884.

Toute la petite bourgeoisie libérale est devenue si respectueuse envers nous qu'elle crie d'une voix unanime : Oui, si les social-démocrates veulent se placer sur le terrain légal et s'ils abjurent la *Révolution*, nous sommes pour qu'on abroge aussitôt la loi contre les socialistes. Il est hors de doute qu'une insinuation semblable sera faite au Reichstag. La réponse que l'on fait à cela est juste. Une réponse *souple* réduirait aussitôt à néant l'impression grandiose créée par les élections.

A mon avis, voici comment la chose se présente :

La situation politique actuelle de l'Europe tout entière est le résultat des révolutions. La jurisprudence, le droit historique, la légitimité ont été partout mille fois endommagés ou tout à fait supprimés. Mais il est dans la nature de tous les partis arrivés au pouvoir par la révolution d'exiger que l'on reconnaisse sans condition la nouvelle jurisprudence créée par la Révolution, qu'on la considère comme sacrée. Le droit à la révolution, il a existé — autrement ceux qui gouvernent à présent seraient privés de tout droit — mais il ne doit plus exister.

La situation politique actuelle en Allemagne se fonde sur la révolution qui a commencé en 1848 et qui a pris fin en 1866. L'année 1866 était une révolution complète. De même que la Prusse n'est parvenue à être quelque chose que par la trahison et par la guerre contre l'empire germanique en alliance avec l'étranger (1740, 1755, 1795), de même l'empire prusso-allemand ne s'est formé que par la guerre civile et par le renversement violent de la Confédération germanique. Son affirmation que ce sont les autres qui ont rompu le pacte confédéral ne change rien à la chose. Les autres disent le contraire. Une révolution ne s'est encore jamais trouvée à court de raisons pour établir sa légalité. C'est

ainsi qu'en France, en 1870, le roi et la bourgeoisie prétendaient chacun avoir raison.

Il suffit que ce soit lui, l'empire prusso-allemand, qui ait provoqué la guerre civile et, avec elle, la révolution. Après la victoire, il a renversé *trois trônes* « par la grâce de Dieu » et a annexé leurs territoires avec Francfort, ville jadis libre. Si cela n'était pas révolutionnaire, je ne sais alors ce que signifie ce mot. Non content de cela, il a confisqué la propriété privée des princes chassés. Que ce n'ait pas été légal, et, par conséquent, révolutionnaire, il l'a avoué lorsqu'il fit sanctionner ultérieurement cet acte par une Assemblée — le Reichstag — qui avait aussi peu que le gouvernement, le droit de disposer de ces fonds. L'empire prusso-allemand, en tant que fin de la Confédération de l'Allemagne du Nord créée par la violence en 1886, est entièrement de formation révolutionnaire. Je ne m'en plains pas. Ce que je reproche aux hommes qui ont fait cela, c'est de n'avoir été que de piètres révolutionnaires qui n'allèrent guère plus loin dès qu'ils eurent annexé toute l'Allemagne à la Prusse. Mais celui qui opère avec le sang et le fer, celui qui renverse les trônes, avec des Etats entiers et confisque la propriété privée ne doit pas condamner les autres comme révolutionnaires. Si le Parti conserve seulement le droit d'être ni plus ni moins révolutionnaire que ce qu'était le gouvernement d'Empire, c'est tout ce qu'il lui faut. Récemment on disait officieusement que la constitution de l'Empire n'est pas un contrat des princes avec le peuple, mais seulement un contrat des princes avec les Etats libres qui peuvent, à tout moment, la remplacer par une autre. Les organes gouvernementaux qui soutenaient cette thèse demandaient donc pour le gouvernement le droit d'abolir la Constitution. On n'a pas fait de loi d'exception contre eux, on ne les a pas poursuivis. Eh bien, à la rigueur, nous ne demandons que ce qui était ici réclamé pour le gouvernement...

Et les partis, où en sont-ils ?

Le parti conservateur, en novembre 1918, avait aboli

sans hésitation la nouvelle jurisprudence créée en mars 1848. D'ailleurs, il ne reconnaît l'état constitutionnel que comme provisoire, et applaudirait à tout coup d'Etat absolutiste féodal. Les libéraux de toute nuance ont collaboré à la révolution de 1848-1866 et ne renonceraient pas, aujourd'hui non plus, à s'opposer par la force à un renversement violent de la constitution.

Le centre reconnaît, au-dessus de l'Etat, l'Eglise comme le pouvoir suprême, donc un pouvoir qui, au moment donné, peut faire de la révolution un devoir.

Et ce sont ces partis qui exigent de nous que *nous seuls* entre tous proclamions que, *dans aucun cas*, nous n'aurons recours à la violence, que nous nous soumettrons à toute oppression, à tout acte de violence, et cela non seulement lorsque cet acte n'est que formellement légal — légal d'après l'opinion de nos adversaires — mais aussi lorsqu'il est directement illégal ?

Aucun parti n'a jamais renié sans mentir le droit à la résistance armée *dans certaines circonstances*. Aucun parti n'a pu renoncer à ce droit suprême.

Mais si l'on en vient à discuter sur les circonstances pour lesquelles un parti se réserve ce droit, on n'en voit pas la fin. Et surtout pour un parti mis hors la loi, donc un parti du haut en bas directement réduit à la révolution. Cette mise hors la loi peut se répéter tous les jours, comme c'est arrivé une fois. A un tel parti, demander une telle déclaration sans aucune réserve est tout simplement absurde.

D'ailleurs, ces Messieurs peuvent être tranquilles. Vu la manière dont se présentent aujourd'hui les rapports militaires, nous ne lâcherons pas le coup tant que nous aurons une force armée contre nous. Nous pouvons attendre que cette force armée cesse d'être une force dirigée contre nous. Toutes les révolutions antérieures, même victorieuses, ne nous ont pas mis au pouvoir, mais y ont porté les plus radicaux parmi les bourgeois, respectivement petit-bourgeois.

En outre, les élections ont montré que nous n'avons rien

à attendre de la condescendance, c'est-à-dire des concessions de la part de nos adversaires. Ce n'est que par une résistance opiniâtre que nous nous sommes fait respecter et que nous sommes devenus une force. La force seule est respectée et tant que nous en serons une, le Philistin nous respectera. Il méprise celui qui lui fait des concessions, parce qu'il cesse d'être une force. On peut lui faire sentir un poing de fer dans un gant de velours, mais il faut le lui faire sentir. Le prolétariat allemand est devenu un parti puissant ; puissent ses représentants être dignes de lui.

Fr. ENGELS.

## Les conséquences économiques

### DE LA GUERRE

« Guerre du Droit ! Guerre de la civilisation contre la barbarie germanique ! Guerre démocratique ! Guerre de la liberté ! Guerre contre le militarisme prussien ! Guerre d'indépendance et de défense nationale ! ».

C'est au nom de ces formules populaires que les classes dominantes et leurs hommes d'Etat envoyaient, pendant quatre terribles années, les millions d'êtres humains à la mort. C'est au nom de ces « grands principes » qu'une bonne partie de la France fut dévastée et le commerce européen ruiné.

Il y avait dans le camp de tous les belligérants des idéologues honnêtes — et rien n'est plus... naïf qu'un idéologue honnête au service des classes au pouvoir, qui prenaient cette « littérature de guerre », ce moyen de simple propagande nationaliste et impérialiste pour de pures vérités et pour les véritables motifs de la guerre mondiale. Les

honnêtes idéologues furent vite déçus. Le Traité de Versailles, précédé d'un ignominieux marchandage entre les Etats impérialistes, qui, dura de longs mois, a fini par faire tomber les écailles des yeux faits pour ne rien voir. La cuisine diplomatique de Paris-Versailles (1918-1919) rappelle jusqu'aux plus menus détails la lutte diplomatique qui eut lieu, en 1814-1815, à Vienne, après la guerre mondiale napoléonienne. A Vienne, où, au son des violons, entre deux valse, on découpait le monde et les nations en tranches destinées aux estomacs solides des puissances de proie, en parlant familièrement « des Quatre » (Castelreagh, Nesselrode, Metternich, Taleyrand), comme on a fini, à Versailles, en 1919, de mettre les destinées du monde dans les mains des « grands Quatre » : MM. Wilson, Lloyd George, Clemenceau, Orlando.

La guerre « pour la démocratie » a fini par une paix faite dans l'intimité des Quatre augures entourés de sous-ordres et d'intrigants. On n'a même pas dressé un procès-verbal de cet acte engageant, jusqu'à un certain point, l'avenir du monde.

Un de ces Quatre fut déclaré « fou », quelques mois après, l'autre est un maniaque du nationalisme et du chauvinisme, ambitieux à la « conscience pourrie », en tout cas d'une ignorance aussi notoire que totale des problèmes économiques européens ; le troisième, un démagogue à variations infinies, une immense girouette tournant au gré du vent de la folie impérialiste. Le quatrième, un zéro disparu, sans laisser de trace, dans le tourbillon des événements.

Au milieu du silence religieux des vingt-cinq nations représentées, une population mondiale d'un milliard et demi, les quatre fantoches, à l'esprit borné ou pervers, prétendirent décider, à eux seuls, la marche des siècles à venir. Quelle honte et quelle folie !

## II

La revanche ne se fit pas attendre. Elle est venue des hommes et des choses. Le soulèvement du prolétariat

russe, sous l'inspiration communiste, a donné la réplique à la dictature des « Quatre ». Le peuple soulevé a fait payer au tsar, un des artisans de la boucherie, sa dette à la société moderne. Là-bas, les fauteurs et les profiteurs de la guerre mondiale furent balayés impitoyablement et, espérons-le, définitivement. La guerre mit au monde son enfant légitime : la Révolution.

A l'Occident, la vraie revanche se fait — hélas ! — attendre. Les auteurs de la guerre continuent à en être les bénéficiaires. Ils gouvernent, en souverains incontestés, les pays « vainqueurs » et même les pays vaincus. Ceux qui ont incendié le monde continuent à mener les troupeaux humains vers de nouvelles boucheries..., si « quelqu'un ne trouble pas la fête ». Les incendiaires se proposent aux nations avachies, sourdes et aveugles, pour des tâches de sauvetage. Ils dirigent les manœuvres de la paix comme ils dirigèrent les manœuvres de la guerre. D'ailleurs, ils n'ont jamais cessé de guerroyer un peu partout (dans le nord de l'Afrique, en Asie Mineure, en Hongrie, en Russie surtout). Ils sont en train d'organiser la mobilisation de toutes les forces conservatrices et réactionnaires contre toutes les forces de la Révolution. En un mot, le banditisme impérialiste continue à assassiner et à ruiner les peuples.

Cependant, de temps en temps, une note discordante se fait entendre dans le concert impérialiste. La voix d'un idéologue désabusé vient de troubler les digestions des oiseaux de proie qui président aux destinées des nations. La première place revient sans conteste à M. J. M. Keynes, l'auteur des *Conséquences Economiques de la Paix* (1).

### III

J.-M. Keynes n'est pas le premier venu. Il fut attaché à la Trésorerie anglaise durant la guerre, comme son représentant officiel à la Conférence de Paris jusqu'au 7 juin 1919.

(1) Edition de la « Nouvelle Revue Française », Paris.

Il siégea aussi au Conseil Economique suprême comme délégué du chancelier de l'Echiquier. Il résigna volontairement ses fonctions quand il fut évident que le Traité de Versailles ne réaliserait aucune des promesses données, pendant la guerre, par les gouvernements alliés à leurs peuples pour les entraîner à la guerre. Keynes est un économiste savant attaché à l'Université de Cambridge.

Le point de vue de Keynes n'est pas le nôtre. Mais c'est un témoin loyal et un observateur sagace du jeu diplomatique qui a mis au monde le monstre connu sous le nom de Traité de Versailles. Et il nous raconte des choses dont l'intérêt est incontestable.

Comme idéologue bourgeois, Keynes accuse les hommes qui, par erreur et mauvais calcul, par imprévoyance et égoïsme auraient conclu « une mauvaise paix ». Il ne voit pas qu'une mauvaise guerre impérialiste ne pouvait pas se terminer par une *bonne paix*. La guerre engendre la guerre. *Abyssus, abyssum*. L'abîme provoque l'abîme. Une paix humaine couronnant une lutte bestiale entre puissances de proie est une impossibilité matérielle et morale. Mais peu importe le point de vue de M. Keynes. Les faits qu'il expose avec une impartialité évidente, sont instructifs et nous éclairent sur la situation économique actuelle du monde et sur les conséquences inévitables de la guerre mondiale impérialiste.

### IV

Quel était l'état du monde avant la guerre mondiale ?

L'obstacle des frontières et des tarifs était réduit au minimum. Près de 300 millions d'individus vivaient à l'intérieur des trois empires de Russie, d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. Les monnaies diverses, qui étaient toutes maintenues sur une base stable par rapport à l'or et d'une vis-à-vis de l'autre, facilitaient la circulation des capitaux et le commerce, à un point dont nous n'estimons la valeur que maintenant que nous en avons perdu le bénéfice. Sur cette vaste étendue, les personnes et les biens profitaient d'une sécurité presque absolue.

Ces facteurs d'ordre, de sûreté, de régularité, jamais l'Europe

n'en avait joui sur un territoire si vaste et si peuplé ni durant une si longue période. Ils frayaient un chemin à l'organisation de ce grand mécanisme de transports, de distribution, de houille, de commerce extérieur, qui rendait possible la vie industrielle dans les denses centres urbains nouvellement peuplés. Tout cela est trop connu pour demander une confirmation documentaire, mais peut être éclairé par des chiffres relatifs au charbon, clé de la croissance industrielle de l'Europe centrale, presque autant que celle de l'Angleterre : la production houillère allemande est passée de 30 millions de tonnes en 1871 à 70 millions en 1890, 110 millions en 1900 et 190 millions en 1913.

Le système économique européen se groupait autour de l'Allemagne, prise pour soutien central, et la prospérité du reste du continent dépendait principalement de la prospérité et de l'esprit d'entreprise de l'Allemagne. La prospérité croissante de l'Allemagne fournissait à ses voisins un débouché pour leurs produits en échange de quoi les marchands allemands leur procuraient à bas prix ce dont ils avaient principalement besoin. (P. 24.)

L'Allemagne était le meilleur client de la Russie, de la Norvège, de la Hollande, de la Belgique, de la Suisse, de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie ; elle se plaçait au second rang pour les achats en Grande-Bretagne, en Suède, en Danemark, au troisième envers la France. *Il n'y avait pas un pays européen, sauf ceux qui sont à l'ouest de l'Allemagne qui ne fit avec elle plus du quart de son commerce total.* L'Allemagne fournissait aussi des capitaux (500 millions de livres sterling en Russie, en Autriche-Hongrie, en Bulgarie, en Roumanie et en Turquie). Toute l'Europe située à l'est du Rhin était entraînée dans l'orbite industrielle allemande.

## V

Le véritable *leit-motiv* du Traité de Versailles est l'affaiblissement de l'Allemagne à un point où elle serait à la fois incapable d'un relèvement militaire et d'une sérieuse renaissance économique. On voulait se garantir contre toute revanche : militaire aussi bien qu'économique. La France, voisine immédiate de l'Allemagne, est avant tout préoccupée du facteur militaire.

L'Angleterre, qui s'était engagée dans la guerre pour des

raisons purement économiques, a comme objectif la suppression de l'Allemagne comme rivale sur le marché mondial.

*Pour le moment*, le but est atteint. Mais il reste l'avenir, toujours incertain. Et il s'agit de faire à l'Allemagne une guerre économique préventive. Le capitalisme nationaliste vit au jour le jour. Il ferme volontairement les yeux sur les répercussions plus ou moins lointaines ou indirectes de la guerre au couteau faite à l'économie d'un grand pays comme l'Allemagne. A Versailles, les « grands Quatre » avaient, devant eux, sur leur table d'opération, le corps désarmé de l'ancien Empire allemand. Et ils délibéraient sur les morceaux de choix à découper dans ce corps. Comme la puissance allemande était basée, avant la guerre, sur le charbon et le fer, il a donc fallu, pour détruire à tout jamais cette puissance toujours redoutable, enlever à l'Allemagne vaincue, gisant à terre, ses ressources vitales : le fer et le charbon.

L'Allemagne a cédé aux Alliés tous les navires de sa marine marchande de plus de 1.600 tonnes brutes, la moitié des navires d'un tonnage compris entre 1.000 et 1.600 tonnes, et le quart de ses chalutiers et autres bateaux de pêche. Cette cession est très large : elle comprend non seulement les navires portant pavillon allemand, mais aussi tous les navires appartenant à des Allemands, mais portant un autre pavillon, qu'ils soient à flot ou en construction.

De plus l'Allemagne s'engage, si on le lui demande, à construire pendant cinq ans, pour les Alliés, des navires du modèle qu'ils lui indiqueront, jusqu'à concurrence de 200.000 tonnes par an. La valeur de ces navires sera portée au crédit du compte : Réparation de l'Allemagne.

Ainsi, la marine marchande de l'Allemagne est balayée de la surface des mers. Pendant de longues années, elle ne pourra être reconstituée et atteindre un degré égal aux besoins de son propre commerce. Pour l'instant, aucunes lignes ne partiront de Hambourg, sauf si des pays étrangers trouvent là un emploi rémunérateur de leur excédent de tonnage. L'Allemagne devra payer aux étrangers pour qu'ils transportent ses marchandises, autant qu'ils pourront lui extorquer, et elle ne devra d'eux que les avantages qu'il leur conviendra de lui accorder. La prospé-

rité des ports et du commerce allemands, ne peut, semble-t-il, revivre qu'autant que l'Allemagne pourra attirer, sous son influence effective les marines marchandes de Scandinavie et de Hollande. (P. 61-62.)

## VI

L'Allemagne a cédé aux Alliés « tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer ». Toutes les propriétés allemandes, y compris les chemins de fer, doivent passer aux mains des Alliés. Jusqu'ici, les sociétés basées sur la propriété capitaliste avaient, dans certaines limites, le respect de leur propre principe vital : la propriété privée. Les vainqueurs distinguaient entre la propriété d'Etat et celle des particuliers. On rendait responsable de la guerre l'Etat et non les personnes particulières — sauf pendant la guerre, dans le cas de réquisitions.

Kant, dans son *Traité sur la Paix*, pose comme maxime consacrée par des siècles passés que les belligérants se reconnaissent mutuellement « le droit de guerre ». Les Etats avaient cette pudeur élémentaire, cette probité chevaleresque de reconnaître qu'au fond, tous les gouvernements sont prêts à faire la guerre aussitôt que l'occasion se présente et que les chances de vaincre paraissent plus ou moins probables. C'était une sorte d'accord tacite entre les gouvernements de ne pas reprocher aux autres ce dont on se sentait capable.

Le *Traité de Versailles* a changé tout cela. Né d'un mensonge monumental de culpabilité exclusive et unilatérale du vaincu, il s'arme de la Bible pour punir les Allemands. C'est un *Traité de rapine*, l'arrêt de mort politique et économique d'un grand peuple.

La « civilisation » ne permettait pas aux « grands quatre » de couper le cou aux 65 millions d'Allemands. Je dis la civilisation. Il faudrait plutôt dire : le pressentiment d'une solidarité économique entre les vainqueurs et les vaincus. Alors on a décidé de couper les vivres, les nerfs et les muscles de l'organisme économique allemand.

L'article 260 des clauses financières décide que la Commission de Réparations peut, dans un délai d'un an, à dater de la mise en vigueur du traité, exiger du Gouvernement allemand, qu'il exproprie ses nationaux et lui transmette « tous les droits ou intérêts des ressortissants allemands dans toute entreprise d'utilité publique ou dans toute concession, en Russie, en Chine, en Autriche, en Hongrie, en Bulgarie, en Turquie, dans les possessions et dépendances de ces Etats, ou sur un territoire qui, ayant appartenu à l'Allemagne ou à ses alliés, doit être cédé ou administré par un mandataire en vertu du présent traité. » (P. 68.)

L'influence et les capitaux de l'Allemagne sont exclus de tous les pays voisins vers lesquels elle pouvait se tourner pour assurer son entretien, où elle aurait pu trouver un débouché pour les produits de son travail, pour son esprit d'entreprise, pour sa merveilleuse habileté technique.

C'est la Commission des Réparations primitivement présidée par Shylock-Poincaré qui fut chargée de l'exécution de l'arrêt de mort que Versailles a prononcé contre l'Allemagne vaincue.

La Commission des Réparations est autorisée à exiger ce paiement avant le 1<sup>er</sup> mai 1921, de £ 1.000.000.000 *suivant les procédés qu'elle fixera*, « en or, en marchandises, en navires, en valeurs ou autrement ». Cette décision a pour effet d'accorder à la Commission des Réparations, pour la période en question, un pouvoir dictatorial sur tous les biens allemands de quelque nature qu'ils soient. Elle peut, suivant cet article, indiquer un commerce spécial, une entreprise donnée, une certaine richesse, et en indiquer la livraison. Son autorité ne semble pas limitée à la propriété existant à la date de la paix ; elle s'étend à tout ce qui peut être créé ou acquis à n'importe quel instant des dix-huit mois qui vont suivre. Elle peut, par exemple, choisir — et elle le fera sans doute dès qu'elle fonctionnera, — la remarquable et puissante entreprise allemande sud-américaine connue sous le nom de Deutsche Überseeische Electricitätsgesellschaft (la D. U. E. G.) et en disposer selon les intérêts des Alliés. Cette clause n'est pas équivoque et peut tout embrasser. Il faut noter, en passant, qu'elle introduit un principe nouveau dans la perception des indemnités. Jusqu'ici, une somme était fixée et la nation mise à l'amende restait libre d'imaginer et de choisir ses moyens de paiement. A présent, les créanciers peuvent (durant une période donnée), non seulement réclamer une certaine somme, mais indiquer aussi en quelle richesse spéciale consis-

tera le paiement. Aussi, la Commission des Réparations a la faculté, dont nous nous occuperons particulièrement dans le chapitre suivant, de détruire l'organisation économique et commerciale de l'Allemagne, tout autant que celle d'obtenir les paiements. (P. 70.)

L'Allemagne est condamnée à renoncer, « hors de ses limites en Europe », à tous ses droits, titres ou privilèges quelconques appartenant à elle ou à ses alliés. Suit une énumération cruelle, détruisant les efforts d'un demi-siècle capitaliste :

L'Allemagne renonce à tous les droits et privilèges qu'elle a pu acquérir en Chine. On retrouve les mêmes clauses à propos du Siam, du Libéria, du Maroc et de l'Égypte. Pour l'Égypte, l'Allemagne n'abandonne pas seulement ses privilèges, elle perd même les droits les plus ordinaires, par l'article 150, qui accorde au gouvernement égyptien « une entière liberté d'action pour régler le statut et les conditions de l'établissement des ressortissants allemands en Égypte ».

Par l'article 258, l'Allemagne renonce au droit de participer à toute organisation financière ou économique « fonctionnant dans l'un quelconque des États alliés et associés, en Autriche, en Hongrie, en Bulgarie ou en Turquie, ou dans les possessions et dépendances des États susdits, ainsi que dans l'ancien empire russe ».

En thèse générale, seuls, des traités et conventions d'avant-guerre sont remis en vigueur ceux qui conviennent aux Alliés.

Ceux qui sont favorables à l'Allemagne sont annulés. (P. 71-72.)

## VII

L'Allemagne est mise ainsi hors de combat sur le marché mondial. Mais cela n'a pas suffi aux Brennus qui discutaient autour d'un tapis vert sur le sort économique du monde. Les écorcheurs de l'Allemagne décidèrent de frapper de paralysie ses organes les plus vitaux.

L'Empire allemand a été plus exactement bâti avec du charbon et du fer qu'avec du sang et du feu. L'habile exploitation des grands bassins houillers de la Ruhr, de la Haute-Silésie et de la Sarre a seule rendu possible le développement des entreprises métallurgiques, chimiques et électriques, qui ont fait de l'Allemagne la première nation industrielle de l'Europe con-

tinente. Un tiers de la population allemande vit dans des villes de plus de 20.000 habitants ; l'industrie est concentrée à un point qui n'est possible que sur des bases de charbon et de fer. C'est pourquoi en frappant les ressources houillères, les hommes politiques français n'ont pas masqué le but. Seul le caractère excessif du traité et l'impossibilité technique de satisfaire à ses demandes peuvent sauver, à la longue, la situation. (P. 73.)

Le Traité assassin frappe les ressources houillères allemandes par quatre moyens :

*Premier moyen.* — Le sol de la Sarre qui est cédée à la France, « franche et quitte de toutes dettes ou charges avec droit exclusif d'exploitation des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre. » (Art. 45 du Traité.)

Sur plus de 650.000 habitants, il y avait en 1918 moins de 100 Français. Le bassin de la Sarre a été allemand durant plus de mille ans. Quand la France occupait temporairement le pays à la suite d'opérations de guerre, elle le restituait à la conclusion de la paix. Sur une période de 1048 années, la France n'a pas possédé la région pendant 68 ans au total. Quand, à l'occasion du premier traité de Paris, en 1814, une petite portion du territoire convoité à présent fut donnée à la France, et réclama son union à la patrie allemande, à laquelle elle était rattachée par sa langue, ses mœurs et sa religion. Après seize mois d'occupation, ce désir fut enregistré par le second traité de Paris, de 1815. Depuis ce temps, le pays est resté sans interruption attaché à l'Allemagne, et c'est à cette union qu'il doit son développement économique. (P. 74.)

M. Hervé, l'enfant terrible de toutes les causes qu'il compromet par ses outrances voulues et calculées — pour obtenir un effet journalistique et pour satisfaire sa vanité prodigieuse et malade — ne se gêne pas pour arracher, sur ce point, les voiles au Traité. Il écrit :

Nous prenons la propriété des mines de la Sarre et, pour ne pas être gênés dans notre exploitation, nous formons un petit État distinct et pour les 600.000 Allemands qui habitent le bassin houiller et, au bout de quinze ans, nous tâcherons, par un plébiscite, de les amener à déclarer qu'ils veulent être Français. Nous savons ce que cela veut dire. Pendant quinze ans, nous allons les travailler, les harceler jusqu'à ce que nous obte-

nions d'eux une déclaration d'amour. C'est évidemment un *coup de force*, moins brutal que celui qui détaché de nous nos Alsaciens et nos Lorrains, mais s'il est moins brutal, il est plus hypocrite. Nous savons très bien entre nous, que c'est là une tentative pour annexer 600.000 Allemands. On comprend parfaitement les raisons économiques qui ont amené Clemenceau à vouloir nous donner les gisements houillers de la Sarre ; mais, pour les obtenir, fallait-il nous donner l'apparence de vouloir escamoter 600.000 Allemands pour en faire en quinze ans des Français ? (HENVÉ, *La Victoire*, 31 mai 1919.)

*Deuxième moyen.* — Le plébiscite dans la Haute-Silésie qui est un véritable chef-d'œuvre de fourberie et d'hypocrisie, de vol masqué.

La Haute-Silésie, une province qui ne compte pas de grandes villes, mais où se trouve un des plus importants gisements houillers de l'Allemagne, à laquelle il donne 23 0/0 de sa production totale, doit être — après un plébiscite, toutefois — cédée à la Pologne. Jamais la Haute-Silésie n'a fait partie de la Pologne historique, mais sa population est composée de Polonais, d'Allemands et de Tchéco-Slovaques, dont les proportions respectives sont discutées. Économiquement, elle est foncièrement allemande ; les industries de l'Allemagne Orientale se fournissent chez elle de charbons ; sa perte serait un coup décisif porté à l'organisme économique de l'État allemand. La perte des mines de la Haute-Silésie et de la Sarre diminuerait les ressources houillères de l'Allemagne de près d'un tiers. (P. 76.)

*Troisième moyen.* — Avec le charbon qui lui reste, l'Allemagne est forcée de remplacer, tous les ans, les pertes françaises en charbon pendant la guerre.

Selon le paragraphe 2 de l'annexe V du Chapitre des Réparations, « l'Allemagne livrera chaque année à la France une quantité de charbon égale à la différence entre la production annuelle avant la guerre, des mines du Nord et du Pas-de-Calais, détruites du fait de la guerre... Cette fourniture sera effectuée pendant dix ans. »

*Quatrième moyen.*

Les décisions relatives au charbon font partie du plan général des chapitres des Réparations, d'après lequel les sommes dues par l'Allemagne doivent être partiellement payées en nature

au lieu de l'être en espèces. Comme partie des paiements dus pour Réparation, l'Allemagne doit faire les livraisons suivantes de charbon ou coke (les livraisons faites à la France s'ajoutent intégralement aux quantités accordées par la cession de la Sarre ou la compensation des destructions du Nord) :

- a) A la France, 7.000.000 de tonnes par an pendant dix ans.
- b) A la Belgique, 8.000.000 de tonnes par an pendant dix ans.
- c) A l'Italie, une quantité annuelle s'élevant, par accroissement annuel de 4.500.000 tonnes en 1919-1920, à 8.500.000 tonnes pour chacune des six années 1923-1929.
- d) Au Luxembourg, si demande en est faite, une quantité de charbon égale à la consommation de charbon allemand faite annuellement avant la guerre par le Grand-Duché.

Tout cela fait une moyenne annuelle d'environ 25.000.000 de tonnes.

Ces chiffres doivent être examinés par rapport à la production probable de l'Allemagne. Le chiffre maximum d'avant-guerre fut atteint en 1913, par un total de 191.500.000 tonnes. De cette production, 19.000.000 de tonnes étaient consommées dans les mines et la balance une fois faite (c'est-à-dire les importations étant déduites des exportations), 35.000.000 de tonnes étaient exportées. Restaient donc 139.000.000 de tonnes pour la consommation intérieure. Elles étaient employées comme suit :

Chemin de fer.....	18.000.000 de tonnes
Gaz, électricité.....	12.500.000 —
Combustible domestique, petite industrie et agriculture.....	24.000.000 —
Industrie .....	78.000.000 —
Charbon de soude.....	6.500.000 —
	<hr/>
	139.000.000

La diminution de production résultant de pertes de territoires est :

Alsace-Lorraine .....	3.800.000 tonnes
Bassin de la Sarre.....	13.200.000 —
Haute-Silésie .....	43.800.000 —
	<hr/>
	60.800.000 —

D'après la production de 1913, il resterait donc à l'Allemagne 130.700.000 tonnes, ou, déduction faite de la consommation à la mine, 118.000.000 de tonnes. Pendant plusieurs années, 20.000.000 de tonnes seront envoyées à la France en réparation des dom-

mages causés aux mines françaises, et 25.000.000 à la France, à la Belgique, à l'Italie et au Luxembourg. Comme le premier chiffre (20.000.000) est un maximum et que le second (25.000.000) sera légèrement inférieur durant les premières années, nous pouvons considérer que les exportations totales que l'Allemagne s'est engagée à faire vis-à-vis des pays alliés seront de 40.000.000 de tonnes, ce qui laissera à l'Allemagne, sur les bases précédentes, 78.000.000 de tonnes pour son usage personnel, en face d'une consommation d'avant-guerre de 139.000.000 de tonnes. (P. 77-79.)

Le patient est à bout de forces. On lui a arraché les muscles, brisé ses nerfs, écorché la peau. Mais, par une ironie macabre, on décida en même temps que l'Europe reconstruira ses forces à l'aide d'une Allemagne vidée, dépouillée, assassinée.

(A suivre.)

Ch. R.

## Sous le régime des Soviets

### LA VIE ÉCONOMIQUE

Les contre-révolutionnaires, le Parti des généraux, soudoyés et armés par les Alliés, sont abattus.

Les Vendées intérieures sont également vaincues. La réaction ne compte plus que sur la famine, les crises du combustible et du transport, etc., pour l'anéantissement du communisme russe, avant-garde du communisme universel. Les communistes russes le savaient dès le début de la Révolution. Leur but n'est pas la guerre qu'ils abhorrent, mais la Reconstruction économique du monde. Leurs armes sont les instruments de travail, les outils : le marteau et la faucille remplaçant « le sabre et le goupillon » du capitalisme déca-

dent. Un travail colossal s'accomplit en Russie. Des énergies innombrables sont mises en jeu. Le sabotage stupide des Intellectuels qui préfèrent végéter à l'étranger plutôt que de contribuer à la régénération humaine ; les mencheviks et les « socialistes révolutionnaires » qui, par vanité et entêtement de parti, font manifestement le jeu de la réaction capitaliste, affaiblissent cette œuvre salutaire et indispensable. Mais elle continue malgré tout. Nous tiendrons nos lecteurs, par des renseignements précis, au courant de ce travail grandiose d'où sortira une nouvelle société humaine.

#### Une nouvelle initiative

Le Conseil du Travail et de la Défense a décidé de prendre des mesures immédiates pour fournir à la population ouvrière les denrées alimentaires et les objets de première nécessité dont elle a le plus besoin. Un crédit de 10 millions de roubles en or a été affecté à l'achat de ces marchandises à l'étranger.

Le point le plus remarquable de cette décision est celui qui prévoit l'envoi à l'étranger d'une délégation du Conseil panrusse des Syndicats pour opérer les achats en question. Le Gouvernement Soviétiste, vu le renforcement des organisations professionnelles, remet de plus en plus entre leurs mains les questions concernant directement la vie des travailleurs.

La question a été soulevée dans la presse d'étendre cette mesure à la classe paysanne. Sviderski, membre du collège du Commissariat de l'Approvisionnement, propose dans la « Pravda » d'expédier à l'étranger une partie des matières premières recueillies par les Services d'approvisionnement, afin de les échanger contre les objets qui sont les plus nécessaires aux cultivateurs. *En effet, sur les 10 millions de peaux, les 800.000 pouds de lin, les 500.000 pouds de chanvre et les 400.000 pouds de laine dont dispose l'Etat Soviétiste, une partie peut être avantageusement cédée à l'exportation. Une délégation comprenant des représentants des paysans se rendrait à l'étranger à cet effet.*

#### Une année de travail acharné

Dans son rapport à la Conférence panrusse de la propagande pour la production Emchanov, le Commissaire du Peuple aux Voies de Communication a fourni de nombreuses données ca-

ractérisant le travail du prolétariat russe et du Pouvoir des Soviets pour la restauration des chemins de fer.

Les généraux blancs en combattant les ouvriers et les paysans russes n'épargnaient pas la richesse nationale. Sans hésiter ils détruisaient les ponts, les gares, les aiguilles, les châteaux d'eau, etc... L'étendue des voies ainsi dévastées atteint 46.000 verstes. Il a fallu reconstruire toutes ces lignes. Actuellement 40 0/0 est remis en état. Si on considère l'énormité des destructions barbares commises sur les voies et les bâtiments par les gardes-blancs, ces résultats, atteints en une année, doivent être déclarés brillants.

Pour le matériel roulant aussi, la situation s'est améliorée. Au 1<sup>er</sup> janvier 1920 nous avions 9.400 locomotives et au 1<sup>er</sup> janvier 1921 18.800. Sur ce nombre, 7.700 sont en service, au lieu de 3.800 l'année dernière. Le pourcentage des locomotives malades est descendu de 58,1 à 56,7. Actuellement on a une locomotive en service pour 8 verstes de réseau, au lieu d'une pour 12 1/2.

Ces chiffres montrent une amélioration non seulement absolue mais aussi relative, de nos chemins de fer. Cette amélioration, nous la devons principalement à l'énergie de la lutte conduite contre toutes les causes de désorganisation. En 1920, il a été réparé 66.800 wagons, alors que le programme en réclamait seulement 48.400. Dans le second semestre les réparations de locomotives ont dépassé de 47 0/0 le plan. L'amélioration ne se montre pas seulement dans le matériel roulant, mais aussi dans l'exploitation. L'année dernière un wagon fournissait un parcours moyen d'environ 24 verstes par jour, en janvier 1921, il fournit un parcours de 42 verstes.

Le parcours moyen de chaque locomotive est passé de 62 verstes par jour à 80. Cette augmentation a été obtenue et maintenue en janvier dernier malgré la crise du combustible qui a retardé et arrêté longuement les trains sur plusieurs réseaux.

Toutes ces données montrent clairement les résultats énormes qui ont été atteints en une année dans les transports. Il ne faut pas oublier qu'il a fallu travailler malgré la crise générale, la disette de combustible et surtout la guerre avec la Pologne et avec Wrangel qui nous ont enlevé beaucoup de forces et de moyens.

Ces résultats brillants montrent ce que peut faire le prolétariat russe par un travail commun et énergique et tout ce qu'il fera maintenant, une fois la guerre finie, alors que tous les efforts sont dirigés sur le front économique. Comme il a vaincu l'année dernière la crise des transports, il vaincra cette année la crise du combustible.

N. MECHTCHERIAKOV.

### La propagande pour la production

La Révolution d'Octobre a profondément bouleversé toutes les relations sociales : le prolétariat, de classe opprimée qu'il était, s'est changé en classe victorieuse. Trois ans de lutte acharnée et d'efforts économiques ont conduit l'ouvrier russe à prendre possession des moyens de production. Aujourd'hui un nouveau problème se pose : prendre possession de la production elle-même. Le prolétariat est maintenant la classe qui doit organiser la vie économique dans son propre intérêt, dans l'intérêt de tout le pays et même de toute l'humanité. C'est pour faire comprendre jusque dans les masses la position et les données de ce problème qu'une vaste propagande est actuellement menée. Auparavant il n'existait qu'une propagande générale, se donnant pour but d'amener les travailleurs à la conscience de leur solidarité de classe, de changer les individus en collectivité, de rendre clair à tous l'ennemi contre qui il fallait lutter, les procédés à employer et le sens où marcher. Quand il s'agit de s'emparer des moyens de production, le prolétariat russe ne put faire autrement que d'y apporter une psychologie soit d'esclave opprimé, soit de protestataire révolté, de champion enflammé de la Révolution, mais non pas encore une psychologie de producteur et de maître de la richesse nationale. Cette psychologie nouvelle ne peut résulter que de la modification de toutes les circonstances extérieures et en même temps d'un vaste travail d'action, d'instruction et de propagande. Voilà pourquoi la « propagande pour la production » est appelée à jouer un rôle colossal. La mentalité du militant prolétarien n'était pas apparue tout d'un coup : il a fallu des dizaines d'années de mouvement révolutionnaire pour la créer. De la même façon la mentalité du producteur et du maître de la richesse nationale n'apparaît pas subitement, elle sera le résultat d'une certaine période d'efforts, pendant laquelle devront agir dans ce sens toutes les organisations politiques, professionnelles, économiques, éducatives et autres.

C'est surtout à partir de la fin de 1920 qu'on a commencé en Russie à songer à la propagande pour la production. Les premières initiatives prises par diverses organisations ne tardèrent pas à prendre une importance considérable et un caractère de plus en plus systématique, jusqu'à la création du « Bureau panrusse de la propagande pour la production », fonctionnant auprès du Conseil Central panrusse des Syndicats. Des discussions approfondies ont eu lieu dans la presse, et les résultats obtenus après quelques mois de travail méthodique et acharné peuvent être déjà considérés comme concluants. Ils ont permis

du moins de déterminer pour l'avenir le plan et les modes d'application de la propagande pour la production. De nombreux résultats concrets ont également été constatés.

L'essentiel est apparu la création dans une certaine catégorie d'entreprises au moins de Commissions de production. Comme l'a dit Lénine, leur but doit consister « à faire entrer dans la conscience des masses ouvrières l'idée de l'élévation nécessaire de la production, de l'importance et de la réalité du front nouveau qui s'appelle le front du travail, et de la victoire qu'il s'agit de remporter coûte que coûte. Telle est là la première fonction de ces commissions. La seconde est d'entraîner effectivement les masses ouvrières dans la production et d'élever le rendement ; de donner aux travailleurs l'éducation communiste, afin de leur représenter clairement tout le système d'administration de notre industrie ; de fournir au prolétariat les éléments indispensables de connaissances techniques ; de préparer de nouveaux ingénieurs capables d'appliquer dans nos usines une judicieuse et scientifique répartition du travail, de créer enfin une sorte de morale du travail, non seulement en ce qui concerne le rendement et la production, mais aussi l'économie des moyens, le perfectionnement des méthodes, le développement de l'esprit inventif de l'ouvrier, de telle sorte qu'il se sente le maître de la production ».

Ces Commissions de production ont déjà pris des formes déterminées qui ont été justifiées par la pratique. La Commission fait l'examen préalable des compte rendus de la direction d'usine. Dans les Assemblées générales des ouvriers, elle indique les problèmes qui se posent au moment donné, et s'efforce de faire participer tous les ouvriers à leur solution. Elle invite à constituer telle ou telle Commission qui apparaît nécessaire, comme pour faire disparaître tel ou tel défaut, pour étudier la meilleure utilisation du matériel, les économies possibles de combustible, etc. Toutes ces Commissions sont élues à titre provisoire par l'ensemble des ouvriers. La Commission de production peut également prendre l'initiative de constituer des groupements exemplaires. En un mot, elle entraîne toute la masse ouvrière dans l'intérêt de plus en plus conscient qu'elle prend à la marche de l'usine.

Autre méthode pratique agissant dans le même sens : les samedis communistes sous leur forme nouvelle. Cette forme consiste en ce que les ouvriers qualifiés apprennent aux autres à se perfectionner dans leur travail. Ou bien on organise une excursion pour faire la visite de tous les ateliers et comprendre ainsi le fonctionnement général de l'entreprise. D'autres samedis communistes sont consacrés à augmenter le bien-être des tra-

vailleurs : installation de lavabos, de baignoires, d'armoires pour la garde des effets personnels, etc. Exceptionnellement, les samedis communistes sont employés pour répondre à des nécessités urgentes, et reconnues comme telles par leurs participants, enlèvement de la neige sur les voies, coupes de bois, etc.

Une partie importante de la propagande pour la production est la mise en application de mesures efficaces pour la protection du travail : ventilation des locaux, surveillance sanitaire, etc. On doit de plus en plus enseigner à l'ouvrier la façon d'exécuter le plus économiquement possible son travail.

La discipline intérieure doit être considérée non pas comme une contrainte de dehors, mais comme une nécessité comprise par les ouvriers. Les inspections qui vérifient la gestion des directions, la juste observation des journées de travail, etc., doivent se comporter en conséquence. En cas de manque constaté, les délinquants doivent être signalés à l'Assemblée générale, qui décide elle-même ce qu'il faut faire. L'expérience a prouvé que des inspections ainsi menées donnent les plus féconds résultats.

A cette méthode se rapporte la propagande par l'émulation. Elle a pour but d'inciter l'ouvrier à proposer lui-même quelque chose de nouveau et d'original. On pose par exemple des questions variées : comment faire pour augmenter la fabrication de tel ou tel objet, pour en améliorer la qualité, la dépense, pour alléger le travail, pour économiser les matériaux, pour économiser la main-d'œuvre, etc. Toutes ces questions invitent l'ouvrier à travailler à leur solution. Il dépose ensuite sa proposition dans une sorte de boîte aux lettres, et toutes les propositions sont enfin examinées par une Commission mixte, qui se charge de mettre en pratique les projets reconnus utiles. Leurs auteurs sont récompensés par des primes de diverses catégories, décernées sur la décision des ouvriers eux-mêmes. De la même façon, on organise des concours pour la comparaison de divers ouvrages du même genre, ce qui incite chacun à prouver aux autres son savoir-faire et son habileté.

Dans les centres industriels, un cas qui se produit fréquemment est la visite des usines pour se rendre compte de leur fabrication, des conditions du travail, etc. Parfois, les ouvriers invitent chez eux les soviets de paysans, fait des plus caractéristiques, si l'on songe à l'abîme qui séparait autrefois les campagnes de la vie des villes.

Récemment s'est généralisée la coutume des jubilés et des fêtes du travail. Elles sont données en l'honneur de tels ou tels ouvriers travaillant depuis de longues années dans l'usine ou bien ayant accompli quelque acte particulièrement remarquable. On a encore imaginé d'imposer sur les objets fabriqués des

marques de contrôle qui donnent aux producteurs le sentiment de sa responsabilité et qui lui permettent en même temps de savoir par la suite où va et à quoi sert le produit de son travail. Le « Tableau d'honneur », sous le nom de « Tableau rouge », est encore un excellent moyen de propagande. Ce tableau se trouve dans le club de l'entreprise ou à quelque autre place visible. Autre procédé, on distribue aux ouvriers des feuilles les invitant à répondre à des questions de ce genre : Etes-vous satisfait de votre travail ? Sinon, que voudriez-vous faire, si vous faisiez un autre travail, comment le feriez-vous ? etc. On arrive ainsi à connaître plus exactement les goûts et les facultés de chacun, ainsi que l'opinion qu'il a de lui-même. Si la réponse est reconnue sérieuse, une commission spéciale satisfait le désir de l'ouvrier, et l'événement prouve qu'au nouveau poste qui lui est donné il devient parfois un travailleur très utile.

La propagande pour la production, qui a commencé à naître dans l'industrie, se généralise maintenant dans l'agriculture. Le plan d'action dans ce domaine et le rôle qui appartiendra aux organisations professionnelles des travailleurs de la terre ont été indiqués de la façon suivante par le Bureau panrusse de la propagande pour la production : les domaines soviétistes sont rattachés à telle ou telle entreprise industrielle, et ensuite à leur tour servent de base à la propagande parmi la population rurale avoisinante. Les semaines du paysan sont naturellement une des formes de cette propagande. Si par exemple les paysans ont besoin de réparer leur matériel, toutes les usines auxquelles sont rattachés les domaines soviétistes de la même région entreprennent la constitution de détachements de réparation. Ou bien de bons ouvriers ayant une pratique professionnelle reconnue sont envoyés dans des cours de brève durée et mis ensuite à la disposition des sections agraires locales pour participer à l'administration des domaines soviétistes. Pendant la moisson, si les campagnes manquent de bras, les syndicats, comme ils l'ont fait les années précédentes, mais d'une façon maintenant plus méthodique, constituent des détachements de moissonneurs et se chargent de leur répartition et de leur transport. Les usines rassemblent leurs déchets de métal pour les envoyer dans les forges paysannes, etc. Ainsi la propagande pour la production apparaît comme une nouvelle méthode pour sceller l'alliance entre le prolétariat des villes et la classe paysanne.

#### Commission Nationale du plan économique

Conformément aux décisions du huitième Congrès des Soviets, le Conseil du Travail et de la Défense a constitué une Commis-

sion pour poursuivre l'élaboration du plan économique national sur la base du programme d'électrification adopté par le Congrès, et pour veiller à la réalisation de ce plan. La Commission étudiera plus en détail les mesures à réaliser le plus prochainement, en particulier au courant de 1921.

La Commission est chargée de prévoir les procédés généraux de réalisation, de combiner, coordonner et proportionner entre elles les propositions des divers services, de déterminer l'ordre d'urgence de chaque partie du plan, de favoriser le développement des recherches et études de toutes sortes nécessaires à sa mise en pratique, enfin de répandre dans les masses la connaissance du plan lui-même, de ses principes, de ses procédés d'exécution et des formes d'organisation du travail qu'il suppose.

Le Président de la Commission est l'ingénieur Krjijanovski, président de la Commission Nationale d'Electrification. Parmi les membres se trouvent 27 ingénieurs, dont plusieurs communistes, Larin, Sereda, etc..

Cette mesure est appelée à jouer un rôle de premier ordre dans la création d'une puissante et prospère économie socialiste. Elle est le résultat de débats approfondis qui se sont poursuivis de longs mois dans les organes compétents et dans la presse. Lénine lui-même, dans un article publié par la Pravda, a tiré la conclusion de ces discussions en déclarant que le plan économique d'ensemble existe déjà sous la forme du Rapport de la Commission Nationale d'Electrification : ce plan est l'œuvre réfléchie de plus de 100 ingénieurs compétents et dévoués, il fournit la base sur laquelle doit se conformer chaque branche de la vie nationale, il a été adopté par le Congrès Panrusse, il ne reste plus qu'à le mettre en application. C'est là une question de pure pratique, et non de politique, et du ressort des hommes de science. Le vrai communisme n'est-il pas d'ailleurs dans l'établissement d'un système économique rationnel dans l'intérêt des travailleurs ?

Tel est le commentaire donné par avance par Lénine à la création de cette « Commission du plan économique » dont l'action bienfaisante ne tardera pas à se faire remarquer.

#### Renaissance industrielle de l'Oural

Le Conseil des Commissaires du Peuple a envoyé dernièrement dans l'Oural une commission munie de pleins pouvoirs pour rechercher sur place les causes qui entravent le développement des principales branches de la vie économique dans l'Oural et pour prendre immédiatement des mesures afin de les faire disparaître. La Commission est composée de Trotski, comme Pré-

sident ; Zinoviev, Emchanov, commissaires du Peuple aux voies de communication ; Lobatchov, pour le commissariat de l'Approvisionnement ; Syromolov, pour le Conseil supérieur d'Économie Nationale, etc. La Commission était assistée de spécialistes et d'experts des exploitations minières et de l'industrie de l'Oural. Elle a séjourné dans l'Oural du 6 au 20 février.

A leur retour, les membres de la Commission ont communiqué les données qui suivent sur la situation. L'industrie minière de l'Oural, malgré les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles elle s'est trouvée en 1920, a réussi néanmoins à sortir de l'état de marasme dans lequel les blancs l'avaient mise.

Dans la plupart des bassins, le programme d'extraction a été exécuté avec assez de succès. La région de Kizel, qui devait donner 20 millions de pouds, a donné 77 % de cette quantité (15 millions) ; celle de Tcheliabinsk a donné 30 millions de pouds (137 % du programme) ; celle de Egorchino 3.150.000 (105 %) ; celle de Bogoslovsk 8.520.000 (85 %).

Il faut remarquer que dans les trois régions de Tcheliabinsk, Bogoslovsk et Egorchino, les extractions de 1920 ont presque atteint le niveau du temps de paix. Seule, la région de Kizel n'a donné qu'un quart de sa production de 1914, ce qui s'explique par le manque de main-d'œuvre et d'approvisionnement.

La Commission s'est attachée particulièrement à renforcer l'exploitation de Kizel, et autres bassins. Elle a reconnu qu'il est impossible d'atteindre immédiatement le résultat désirable. C'est pourquoi elle a établi un programme calendrier pour 5 ans, au cours desquels la production des mines doit s'élever constamment pour atteindre finalement le maximum. Elle est fixée comme suit pour toutes les régions de l'Oural : en 1921, 63 millions de pouds ; en 1922, 89 ; en 1923 ; 110 ; en 1924, 132 ; en 1925, 151. Ainsi en 1925, la production aura augmenté de deux fois et demi.

Pour garantir l'exécution de ce programme, la Commission a déclaré « de choc » toutes les mines de l'Oural. Des mesures seront prises d'urgence pour leur fournir toutes les quantités prévues d'approvisionnement, de vêtements et de matériel. On attachera les plus grands efforts à l'électrification, et une station sera construite en première urgence sur le bassin de Kizel.

Outre l'industrie minière, la Commission a élaboré un programme pour l'industrie métallurgique en 1921. Les cinq régions métallurgiques de l'Oural, avec toutes leurs entreprises de ce groupe ayant une importance nationale, sont déclarées de choc. Il doit y être produit en 1921 : fonte, 6 millions de pouds, acier

martin, 7 millions ; coulées de fonte, 1 million ; laminage, 6 millions.

Étant donné que l'exécution du programme dépend en grande partie de l'approvisionnement en charbon de bois et en bois, la commission a constitué une « commission extraordinaire » de trois membres pour conduire les coupes de bois dans l'Oural. Elle a également établi un programme de construction d'embranchements permettant d'augmenter les arrivages de combustible.

On remarque dès maintenant dans l'Oural une amélioration générale de la situation économique. Les ouvriers, qui ont eu à souffrir le joug des blancs, sont pénétrés de conscience révolutionnaire et prêts à travailler sans relâche jusqu'à ce que la Russie soit sortie de la crise. Ils se sentent indissolublement liés avec le reste de la République Soviétiste, et leur dévouement à venir au secours de ses autres parties et de Péetrograd en particulier a trouvé sa brillante expression dans la résolution suivante votée par l'Assemblée générale des ouvriers de Kizel :

« Nous, mineurs du Groupe Nord des mines de Kizel, nous déclarons que nous maintiendrons toujours l'honneur du mineur de Kizel aussi haut que pendant la lutte révolutionnaire, nous souvenant que le bien-être économique du pays a pour base unique le combustible. »

## A travers la presse soviétique

### Le X<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste (K. R. P.)

Le X<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de Russie est ouvert. Une mer de têtes. Les délégués rassemblés de tous les coins de l'immense Fédération Soviétiste témoignent par leur présence dans la salle Sverdlov du Kremlin du triomphe remporté par la Révolution prolétarienne sous la conduite du Parti Communiste.

Le Congrès n'est pas intéressant seulement par la plénitude extraordinaire de sa représentation, mais aussi par la composition des délégués. Quelle erreur ce serait de croire que ceux qui sont là sont les mêmes qu'aux précédents Congrès. Les discussions animées qui ont eu lieu partout dans ces derniers mois, le progrès colossal de la mentalité de tous les membres du Parti, ont donné un cachet ineffaçable à ce Congrès, où domine le communiste de la masse, grandi et trempé dans les combats de ces dernières années.

Ce qui prend le dessus, c'est le « sous-sol » communiste, qui commence déjà à relever les militants de la première heure. Tandis que les « pères » représentant les organes centraux se groupent sur la tribune, ce sont les jeunes, les enfants de la victoire, qui bouillonnent dans la salle.

Le Congrès accueille par une bruyante ovation son guide aimé Lénine, témoignage de l'union qui est dans les intentions de tous. Le vote pour désigner le Bureau du Congrès souligne bien d'ailleurs que l'acuité des discussions précédentes est déjà émoussée.

Lénine, en ouvrant le Congrès, fait remarquer que l'unité du Parti est mieux assise que jamais, et en cela il a raison. Quels que soient les débats qui puissent se dérouler à ce Congrès, un fait certain c'est que le Parti Communiste en sortira fortifié, plus cohérent et plus préparé à résoudre les difficiles problèmes qui se posent pour hâter le triomphe définitif de la Révolution prolétarienne.

Si on laisse de côté l'organisation intérieure du Parti et la question des syndicats, le clou du Congrès sera la question paysanne. C'est là que se rencontrent tous les points sensibles de notre vie intérieure à l'heure présente.

Notre Parti a aujourd'hui à résoudre un de ses plus difficiles

problèmes ; définir une juste ligne tactique dans la question des rapports de classe qui se manifestent actuellement dans la structure de la Russie Soviétiste. La ville et la campagne, la dictature du prolétariat et les 100 millions d'hommes de notre masse paysanne, voilà les antinomies brûlantes dont la solution est une question de première importance pour la République.

La longue théorie des représentants des partis communistes polonais, allemand, anglais, géorgien, arménien et azerbeïdjan montrent avec une sensible évidence que l'Internationale Communiste, dont les premières pierres ont été posées par le Parti Communiste de Russie est devenue une force active et puissante marchant à pas tranquilles et assurés vers le triomphe de la Révolution sociale. Notre Parti peut considérer avec orgueil la croissance et les progrès d'organisation du prolétariat universel, qui, par la bouche de ses délégués, affirme que la Russie Soviétiste, entourée d'Etats capitalistes, peut néanmoins être assurée de l'issue victorieuse de la Révolution prolétarienne.

La fermeté et la force, la calme confiance et le sang-froid, tout cela se reflète dans le X<sup>e</sup> Congrès, et avec de telles qualités, sur le seuil d'une époque nouvelle, la Fédération Soviétiste de Russie peut être certaine que son Parti directeur et gouvernant, le Parti Communiste, déjà victorieux du monde capitaliste, restera solide à son poste comme le guide de tous les travailleurs de la Russie dans les batailles futures pour la destruction définitive du joug capitaliste.

VI. VILENSKI (SIBIRIAKOV).

..

#### Démocratie soviétiste

Les nécessités impérieuses de la guerre avaient eu pour conséquence inévitable de restreindre la sphère d'action des Soviets, organes comptant des centaines de membres, au profit des Comités Exécutifs, organes électifs eux aussi mais plus restreints. Le 8<sup>e</sup> Congrès panrusse a jugé que les circonstances nouvelles permettent de développer maintenant l'activité et l'initiative des Soviets eux-mêmes, délibérant en réunions plénières, et non plus seulement de leurs collègues exécutifs. Une série de décisions ont été prises dans ce sens.

Un dernier décret vient même d'ordonner l'élection de Soviets dans certains petits chefs-lieux de districts où il n'en avait jamais existé ou bien où leurs fonctions avaient été entièrement

remises au Comité Exécutif élu par le Congrès des Soviets de tout le district.

Cette décision est mise activement à exécution. Les Comités Exécutifs provinciaux convoquent à cet effet des commissions électorales dont font partie des représentants des syndicats, et la campagne d'élection va s'ouvrir dans les petits centres urbains de cette catégorie.

Des Soviets devront également être élus dans certains centres usiniers qui n'ont pas rang de chefs-lieux de districts, mais qui comptent une importante population prolétarienne.

Tous ces nouveaux soviets participeront aux divers Congrès d'après les règles établies par la Constitution.

(Revue hebdomadaire)

## Le Mouvement communiste International

### ESPAGNE

Pour comprendre l'attentat contre Dato, il faut qu'en France vous vous remémoriez quel est notre état politique. Ici, le Parlement est une apparence ; il est issu de la candidature officielle dans des districts à majorité rurale et analphabétique. Cette ombre de Parlement a l'impudeur d'avoir l'air de fonctionner même lorsque, comme c'est le cas depuis deux ans, la Constitution est suspendue par le pouvoir exécutif. Celui-ci, en réalité, existe seul et est exercé par le roi et une douzaine de courtisans, une autre douzaine d'avocats d'affaires (l'élément intellectuel) et par la haute armée. Au fond, notre régime est la monarchie absolue et militariste.

Les partis républicains ayant fait faillite chez nous de par la corruption des leaders et par l'incapacité de notre bourgeoisie, la camarilla régnante se trouve directement en lutte avec le mouvement ouvrier et c'est contre lui seul, particulièrement contre le puissant syndicalisme catalan qu'ont été dirigées la suspension chronique de la Constitution et les mesures de violence que, pour ne pas être trop long, je résumerai ainsi :

Les industriels catalans du textile, du cuir, des produits chimiques, afin de s'enrichir en vendant aux Alliés par centaines de millions, avaient laissé croître le syndicalisme et s'implanter

dans leurs usines l'obligation syndicale et l'institution des délégués d'ateliers ; celle-ci arriva à dominer parfois la réglementation du travail. La guerre terminée, les commandes se raréfiant, les fabricants catalans, oubliant les vieilles querelles entre la Ligue « catalaniste » et l'Union monarchiste « espagnoliste » voulurent se débarrasser de cette limitation imposée par les ouvriers à leur domination et à leurs bénéfices : telle est la cause des lock-outs et grèves de 1919 et de toutes les violences gouvernementales déchaînées sur les syndicats de Barcelone, Sabadell et autres villes catalanes ; jusqu'à ce que l'encaissement des cotisations syndicales ait été déclaré illicite. Des milliers d'ouvriers sont, depuis trois ans, les uns emprisonnés à Monjuich, sur des navires de guerre, aux Baléares, les autres reconduits dans leur village natal par les gendarmes : tout cela sans jugement, par mesures préfectorales. Puis, l'Association patronale suscita des syndicats dits libres et y mêla de bas policiers et des apaches qui assaillent depuis surtout six mois les syndicalistes isolés et en ont tué plus de 200, sans que jamais on ait recherché sérieusement les assassins.

Cette méthode de guerre au couteau, de mise hors la loi ne sévit pas seulement en Catalogne, mais à Valence, Saragosse, Séville et contre les journaliers agricoles d'Andalousie chaque fois que ces derniers demandent aux grands propriétaires des salaires moins misérables. On déporte, par pure mesure administrative et on interne à 2 ou 300 kilomètres de là, dans une province inconnue d'eux, les paysans souvent non syndiqués ni affiliés à un parti politique, mais considérés comme des meneurs par le seigneur du lieu.

Enfin, le ministère Dato avait encore renforcé ce beau régime, depuis six mois, en nommant systématiquement comme gouverneurs « civils » (préfets chez vous) des militaires à poigne. C'est le cas à Séville, à Valence, à Saragosse, à Barcelone ; dans cette cité, la plus grande et la plus industrielle de l'Espagne règne brutalement le général Anido, qui signe toujours : « Le général-préfet Anido ». C'est lui qui déclare : « J'expédie les syndicalistes dans leurs provinces d'origine, et ceux nés à Barcelone à la prison ».

Est-il étonnant que parfois l'un des auteurs de ces illégalités et de ces excès soit victime d'une vengeance ? Il y a cinq mois, l'ex-préfet de Barcelone Maestre, tombait ; à présent c'est Dato. Des deux côtés, ce sont des violences sans issue. Quel dommage que notre Parti socialiste avec ses cinq députés dignes de la II<sup>e</sup> Internationale, fasse durant cette crise une figure ridicule et que l'Union générale des Travailleurs, attachée hélas ! à la syndicale d'Amsterdam, se limite à faire circuler parmi ses syndicats

une pétition sollicitant du pouvoir le rétablissement des garanties constitutionnelles ! Ce n'est pas l'Internationale, mais un parti ouvrier qu'il faut « reconstruire » en Espagne.

DOMENGE.

..

## ETATS-UNIS

La situation du prolétariat américain au cours des mois derniers est restée assez chaotique. Le triomphe du parti républicain — qui est le parti par excellence des grands intérêts industriels et bancaires — a apporté une recrudescence d'efforts pour abolir jusqu'au principe d'unionisme, sous le couvert d'inauguration du « libre trafic ». La campagne est dissimulée sous les formes habituelles de démocratie et de liberté des contrats, mais nul ne se trompe sur le contenu réel qu'elles abritent. Les grands manufacturiers profitent du chômage actuel — il y a plus de 4.500.000 chômeurs actuellement aux Etats-Unis —, non seulement pour réduire les salaires, mais encore pour détruire l'organisation collective des ouvriers.

Le trust de l'acier, qui a victorieusement résisté à toutes les tentatives faites pour réaliser l'union de ses ouvriers, sert d'exemple et d'idéal des conditions du travail, aux industriels des autres branches ; pour y arriver, ils sont disposés à dépenser des millions et des millions de dollars. Au moment où la campagne politique a pris fin, l'« Association Républicaine de Publicité », qui avait mené la propagande électorale, a été mobilisée pour lutter contre les unions ouvrières. On a pu en remarquer immédiatement les effets dans les colonnes des journaux, bien que les journalistes américains aient la prétention de ne pas mêler la politique à la présentation de leurs informations. A quelques exceptions près, la presse tout entière entre successivement en ligne contre les Unions.

En présence de ce danger, quelles mesures seront prises par M. Gompers et ses amis, pour parer au désastre ? M. Gompers marche sur les traces de M. Jouhaux ; il marche à fond contre le bolchevisme et l'Internationale Communiste. Un des derniers numéros du « Federationist », organe officiel de la Fédération Américaine du Travail, lance aux ouvriers du monde entier un appel signé pour s'unir, non contre les capitalistes et les impérialistes, mais contre les Soviets. Cet appel cite un discours de Merrheim, rédigé dans le style classique de l'Internationale Jaune : les Communistes sont des tyrans qui cherchent à instaurer la dictature du prolétariat en abandonnant les méthodes du

parlementarisme bourgeois. Inutile de dire que l'appel de Gompers a été largement reproduit par la presse bourgeoise, qui ne perd jamais une occasion de lancer une pierre de plus à la Révolution Russe. La manœuvre est facile à comprendre. Gompers voudrait arrêter les attaques des patrons de l'industrie contre son organisation, sans apparaître comme leur vassal, en livrant les véritables chefs internationaux de la classe ouvrière.

Cette méthode est, en fait, identique à celle employée par la C. G. T. en France, pour arrêter les persécutions gouvernementales, en combattant les C.S.R. et la Troisième Internationale. Reste à savoir si elle aura du succès en Amérique où il semblerait que les capitalistes sont actuellement résolus à inaugurer un système d'industrie paternal. Mais s'ils donnent suite à cette résolution, ils détruisent les derniers vestiges de la légende de l'Amérique démocratique et ils feront ainsi pour le développement de la conscience de classe dans le prolétariat des Etats-Unis, plus que celui-ci n'a fait lui-même.

..

Les partis Communiste et Ouvrier Communiste, qui s'étaient constitués dans l'été de 1919 avec l'aile gauche du parti Socialiste américain, ont tranquillement opéré la fusion des deux groupes en un noyau de militants combattifs. Ce serait trop de demander au mouvement communiste en Amérique de prendre un développement équivalent à celui des pays d'Europe, où la tradition prolétarienne remonte à trois quarts de siècle.

Toutefois, dans son ensemble, le mouvement témoigne d'un progrès satisfaisant.

..

Les I. W. W. (Industrial Workers of the World. Les ouvriers de l'industrie du monde) qui n'ont pas, comme la Fédération Américaine du Travail, à diviser leurs énergies par des compromis avec la classe capitaliste, gagnent du terrain plus rapidement que l'organisation de Gompers dans les nombreuses régions du pays. Ils ont récemment obtenu des gains importants parmi les ouvriers de la marine de Philadelphie et dans d'autres ports de la côte orientale. Jusqu'ici, leurs principales forces étaient dans l'Ouest et l'Extrême-Ouest.

G.

## A travers les Livres

Gabriel REUILLARD. — *Les Rapports franco-allemands, de 1870 à 1914.* (Edition Clarté. Paris, 4, boulevard Saint-Martin.)

A notre époque de pèlerinage collectif et public de M. Poincaré et de ses amis vers le lieu de leur crime — les *Origines* de la guerre mondiale — il est bon de pouvoir fixer son attention sur un livre probe et documenté qui traite le même sujet d'une manière sérieuse et objective.

G. Reuillard combat avec juste raison « la thèse des responsabilités unilatérales de la guerre, soutenue par l'Entente » qui est « un de ces mensonges monstrueux que ni la tortueuse astuce d'un Poincaré, ni la duplicité intéressée d'un Lloyd George ne parviendra à faire triompher longtemps ». Toute une littérature d'avant-guerre est consacrée à l'exposé des causes qui, fatalement, devaient un jour provoquer la conflagration mondiale. M. René Pinon, cher aux gros industriels, n'a-t-il pas déclaré que « l'inimitié franco-allemande » et « la rivalité anglo-allemande » sont les deux faits qui « dominent toute la politique ». Ce ne sont pas les notes diplomatiques et les dépêches de la dernière heure qui ont déchaîné l'orage.

Il ne faut jamais confondre les prétextes de guerre avec les causes profondes et permanentes. Le Régime prépare le terrain, l'atmosphère du Conflit. Il détermine une *politique*. Le Capitalisme basé sur la propriété privée engendre fatalement la lutte pour la propriété nationale des territoires, des matières premières et des débouchés commerciaux. Il y a aussi une préparation morale et intellectuelle : le patriotisme, le nationalisme et le chauvinisme de la presse, du théâtre, de l'école et des milieux gouvernants. Les hommes d'affaires s'en mêlent en monnayant la bêtise publique. Une fois le terrain préparé, les diplomates se chargent de trouver un prétexte et « un premier agresseur ». Une *propagande* s'organise. Des usines monstres de « bourrage de crânes » s'installent un peu partout. Et le tour est joué. On se bat pour le Droit et pour la Civilisation et pour Loucheur-Vilgrain-Clemenceau. Gabriel Reuillard flétrit vigoureusement tous les fauteurs et tous les profiteurs de la guerre : « les Poincaré, les Delcassé, les Millerand, les Clemenceau, les Viviani, les Briand, les Barthou, les Loucheur, les Clementel, les Painlevé,

les Sembat, les Albert Thomas, de grandes et petites tailles », (p. 51.)

Reuillard adopte la bonne et honnête méthode de nos amis Demartial, Gouttenoire, de Toury, Morhardt (dont nous attendons la publication d'une Etude vraiment remarquable lue à la *Société d'Etudes documentaires*) et Morel. Mais il élargit cette méthode monographique par l'application du principe marxiste : *Economie d'abord !* Nous l'en félicitons.

Reuillard termine sa sobre étude par un cri d'indignation légitime :

« A bas la religion de la patrie, ses prêtres, ses héros — et ses martyrs eux-mêmes ».

Je demande pitié pour les martyrs de Poincaré-Guillaume-Nicolas. Les martyrs ignorent ce que font d'eux les malfaiteurs publics.

Ch. R.

## Aux lecteurs, aux amis

Le succès de la *Revue Communiste* a dépassé toutes nos espérances. Le nombre de nos abonnés, pendant la première année, a dépassé un millier. Pour une Revue d'avant-garde, comme la nôtre, c'est un chiffre sans précédent. La *Revue Socialiste*, fondée en 1885 par Benoît Malon, l'apôtre du socialisme idéaliste (socialisme intégral) et dirigée par des hommes comme Rouanet, Fournière, Georges Renard, n'a eu que quelques centaines d'abonnés après vingt-cinq années d'existence. Ce fut également le cas du *Mouvement Socialiste*, d'Hubert Lagardelle.

Mais les énormes frais de papier et d'impression créent aujourd'hui d'immenses difficultés pour toute publication. Un numéro de la *Revue* nous coûte le double de son prix de vente. Le succès de la Revue devient ainsi la source de sa ruine. Aussi avons-nous pris, pour le moment, la mesure toute provisoire de réduire le nombre de pages de la Revue en prenant soin, d'autre part, d'enrichir et d'intensifier, au plus haut degré, son contenu. Nous allons instituer de nou-

velles rubriques : *A travers la presse soviétique. La vie économique au pays des Soviets.* Nous ne publierons que des articles originaux. Nous nous sommes assurés de la collaboration des correspondants dans tous les grands pays. Nous ferons une plus large place à la *Revue des Livres* qui nous donne l'occasion de traiter brièvement mais substantiellement tous les grands problèmes de notre temps. De nouvelles collaborations nous sont acquises. En un mot, nous nous appliquerons à ce que nos lecteurs ne perdent rien du fait de la réduction momentanée du format. Il dépend d'eux, de leur concours assidu et avisé pour le recrutement des abonnés dans tous les milieux, de nous fournir les moyens matériels pour le développement de notre œuvre. La *Revue Communiste*, par sa documentation sûre, par sa tenue et son sérieux, a pris place et rang parmi les grandes publications périodiques de nos jours. Même nos adversaires sont obligés d'y recourir pour se documenter sur le formidable mouvement communiste mondial.

Lecteurs et amis ! En vous remerciant pour votre précieux concours, nous vous prions de l'intensifier pour contribuer à notre agrandissement et au triomphe des idées qui contribueront à l'édification d'un Nouveau Monde.

*La Revue Communiste.*

P.-S. — La vente au détail est supprimée. L'acheteur au numéro peut s'abonner en envoyant en deux fois le prix de son abonnement au nom du Directeur : 17, rue Grange-Battelière. Nous prions également nos abonnés d'un an, de six et de trois mois, de nous éviter des frais de recouvrement en nous envoyant un mandat-poste.

#### ERRATUM

Lire page 51, lignes 10-11 : on parlait au lieu de en parlant.

Le Gérant : Ch. RAPPOPORT.

Imp. de la S<sup>te</sup> M<sup>me</sup> d'Édition, 95, rue Oberkampf, Paris

## L'Internationale Communiste

Organe du Comité exécutif de l'Internationale communiste

paraît en 4 langues (russe, français, allemand et anglais)

Pétrograd, Smolny, 58

Rédaction : Cabinet de Zinowiev

#### Comunismo

esce il 1° ed il 15 di ogni mese  
direttore G. M. Serrati  
Milano. — Vio S. Damiano 16.

#### Il Soviet

organo della Frazione comunista  
astensionista del Partito  
Socialista Italiano  
Napoli, Borgo S. Antonio 221.

#### L'Ordine Nuovo

setti manale socialista  
Torino. — Via XX Settembre 19.

#### Le Phare

Education et Documentation  
Socialistes  
Directeur : Jules Humbert-Droz  
P.-H.-Matey 27, Chaux-de-Fonds  
(Suisse)

#### Lupta de Glasa

paraît le 1 et le 16  
Bucarest, Strada S. Onică, 12.

#### Russische Korrespondenz

West-Europäisches Unter-  
Sekretariat der K. I., Berlin.

#### Die Internationale

Gegründet von Rosa Luxemburg u.  
Franz Mehring

Zentrale der Kommunistischen  
Partei Deutschlands. — Berlin.

#### Kommunistische Räte Korrespondenz

Herausgeber Die Zentrale der  
Kommunistischen Partei  
Deutschlands. — Berlin.

#### Jugend-Internationale

Kampforgan der Kommunistischen  
Jugend-Internationale  
Berlin, Stralauerstrasse 12.

#### Kommunismus

Kommunistische Zeitschrift für die  
Länder Südosteuropas.  
Wien, VIII, Alserstrasse 69.

#### Novoie Vremia

Revue du parti communiste bulgare  
Sofia. — Narodn Dom.

